Revue de presse

Mercredi 29 juin 2022 à 12 h 04

40 documents

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Sommaire

Revue de presse • 40 documents

Le Soleil (Québec, QC)	1 novembre 2017 La pénurie de médecins dans les CHSLD préoccupe le PQ et la CAQ	4
Le Soleil (Québec, QC) (site web)	16 octobre 2017 Un lieu fixe pour le service d'injection supervisée	6
Courrier Laval du mercredi	20 septembre 2017 Amir Khadir et Diane Lamarre donnent leur appui à Mieux-Naître à Laval	9
Le Journal de Québec	13 septembre 2017 FORMATIONS EN PRÉVISION D'UNE CRISE D'OPIOÏDES	11
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)	9 septembre 2017 Lisée veut réhabiliter le mot «identité»	13
La Presse (site web)	31 août 2017 Le PQ a les propositions les plus intéressantes, dit la FIQ	15
Canada NewsWire (français)	30 août 2017 Accès aux soins de santé - Un plan courageux qui repose sur le bon diagnostic	17
Guide de Montréal-Nord	15 août 2017 Hoodstock: 4 initiatives pour changer les choses	20
L'Actuel (Haute-St-Charles/Les Rivières/ Wendake)	9 août 2017 Contrats de travail renouvelés au RTC	23
Charlesbourg Express	2 août 2017 Remise des médailles de la Ville de Québec	24
Charlesbourg Express	19 juillet 2017 Remise des médailles de la Ville de Québec	25
ICI Radio-Canada - Montréal (site web)	14 juillet 2017 La clinique SABSA a encore besoin de sociofinancement	26
L'Appel (Sainte-Foy - Sillery)	12 juillet 2017 Remise des médailles de la Ville de Québec	27
Québec Hebdo (site web)	3 juillet 2017 La plus haute oeuvre d'art de Québec	28
Le Journal de Montréal (réf. site web)	22 juin 2017 Les médecins québécois au goulag?	30
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)	18 mai 2017 Infirmières du privé dans les supercliniques: bras de fer entre Barrette et la FIQ	31
Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette)	11 mai 2017 Les infimières à travers le temps	33
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)	8 mai 2017 La FIQ préoccupée par le modèle de superclinique de Barrette	35
Canada NewsWire (français)	4 mai 2017 Soirée Florence 2017 : l'OIIQ rend hommage à des infirmières et aux communautés religieuses	37
Le Soleil (tablette)	26 avril 2017 Les ressources se font attendre chez SABSA	40

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Le Devoir	10 avril 2017 Santé - Les jeunes syndicats mènent le bal	42
Le Devoir	7 avril 2017 Projet-pilote à Québec - Ouverture d'une clinique dotée d'infirmières spécialisées	44
Canada NewsWire (français)	6 avril 2017 Projet pilote Archimède - Un pas en avant pour l'amélioration des soins de première ligne et l'avancement et la reconnaissance du champ de pratique des professionnelles en soins	46
Le Devoir (site web)	6 avril 2017 Québec accueillera une clinique donnant plus de place aux infirmières	48
Infopresse	1 avril 2017 Phare : Pierre Delagrave	49
Le Soleil (tablette)	28 mars 2017 Des «infirmières» de famille	51
Canada NewsWire (français)	26 mars 2017 Annonce du ministre Gaétan Barrette sur la formation d'IPS - « On se réjouit, mais pas trop! » - Nancy Bédard	53
Canada NewsWire (français)	24 mars 2017 Budget du gouvernement du Québec - Un sérieux coup de barre s'impose en santé	55
L'Avant-Poste (Matane, QC)	22 mars 2017 Autonomie en santé réclamée dans La Matapédia	58
Le Soleil (tablette)	19 mars 2017 Services de santé: ras-le-bol dans la Matapédia	60
Le Soleil	19 mars 2017 «On tient à notre hôpital»	62
L'Avant-Poste (Matane, QC) (site web)	18 mars 2017 Autonomie réclamée en santé dans La Matapédia	64
Canada NewsWire (français)	8 février 2017 La Fondation de l'OIIQ octroie 275 000 $ au profit des populations vulnérables - Un nouveau prix Coup de coeur leadership pour soutenir les solutions infirmières	66
Le Devoir (site web)	8 février 2017 Barrette n'apprécie pas l'arrivée d'une clinique de soins infirmiers à Montréal	68
La Presse+	8 février 2017 On s'éloigne de la médecine de proximité	69
Le Devoir	4 février 2017 La clinique SABSA fait des petits à Montréal	71
La Presse+	4 février 2017 Plaidoyer pour une clinique d'infirmières à Montréal-Nord	73
La Presse	4 février 2017 Plaidoyer pour une clinique de proximité	75
Le Devoir (site web)	4 février 2017 La clinique SABSA fait des petits à Montréal	77
La Presse (site web) - La Presse	3 février 2017 Plaidoyer pour une clinique de proximité à Montréal-Nord	78

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

leSoleil

Nom de la source
Le Soleil (Québec, QC)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Hebdomadaire
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Québec, Québec, Canada

p. 8

Protecteur de l'élève, un mécanisme trop lourd

© 2017 Le Soleil (Québec, QC). Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20171101-LS-0010

Mercredi 1 novembre 2017

Le Soleil (Québec, QC) • no. Vol. 121 n° 301 • p. 8 • 324 mots

Aussi paru dans
31 octobre 2017 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette)
Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)
La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)
La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)
1 novembre 2017 - Le Quotidien (Saguenay, QC)

La pénurie de médecins dans les CHSLD préoccupe le PQ et la CAQ

Élisabeth Fleury

Faute de médecins en nombre suffisant dans les CHSLD, le Parti québécois (PQ) réclame une plus grande contribution des pharmaciens et des infirmières praticiennes spécialisées (IPS). La Coalition avenir Québec croit pour sa part qu'il faut rendre les conditions de pratique médicale dans ces établissements plus «attractives».

Mardi, Le Soleil rapportait que les CHSLD des quartiers centraux de la capitale manquaient cruellement de médecins, une situation principalement attribuable aux exigences de prise en charge de la loi 20, selon le vice-président de l'Association des médecins omnipraticiens de Québec, le Dr Pierre Carrier.

Avec le départ à la retraite le 13 novembre du Dr Serge Bordeleau, qui suivait près de 200 patients, principalement à Christ-Roi, environ 10 % des 3305 lits en CHSLD du CIUSSS de la Capitale-Nationale se trouveront en découverture médicale, selon les données de l'établissement.

Selon le député péquiste Dave Turcotte, il faut recourir davantage aux pharmaciens et aux IPS pour pallier le manque de médecins dans les CHSLD.

«Il faut augmenter leurs responsabilités, leur donner plus de pouvoirs, plutôt que de tout concentrer entre les mains des médecins. Comme à la clinique SABSA à Québec, on recourrait aux médecins pour les cas plus complexes», propose le député de Saint-Jean, dont le parti plaide aussi pour un réinvestissement dans les soins à domicile, question de retarder le plus possible l'hébergement en CHSLD.

Pour le caquiste François Paradis, il faut revoir la rémunération et les conditions d'exercice des médecins qui pratiquent en CHSLD. «Avec le mode de rémunération qu'on a actuellement, ce n'est pas payant pour un médecin de voir des patients en CHSLD, on le sait. C'est lourd, ça demande du temps», rappelle le député de Lévis, qui réclame par ailleurs que les médecins puissent inscrire des patients en CHSLD. «Une personne hébergée en CHSLD n'est pas comptabilisée comme un patient. C'est comme si elle valait zéro», s'indigne M. Paradis.

EUREKA
UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

leSoleil

Nom de la source
Le Soleil (Québec, QC) (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Québec, Québec, Canada

Lundi 16 octobre 2017 • 04h00 HE

Le Soleil (Québec, QC) (site web) • 1526 mots

Aussi paru dans
15 octobre 2017 - Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
16 octobre 2017 - Le Soleil (Québec, QC)

Un lieu fixe pour le service d'injection supervisée

Élisabeth Fleury

Le Soleil

EXCLUSIF / Une adresse fixe au centre-ville, dans les quartiers Saint-Roch ou Saint-Sauveur, davantage qu'une unité mobile. Un site avec des infirmières, des intervenants et des pairs aidants, plus près du communautaire que de l'établissement de santé. Le projet de service d'injection supervisée (SIS) à Québec prend forme. Et il répondra aux besoins des utilisateurs de drogues injectables (UDI), tout en respectant l'incontournable critère d'acceptabilité sociale.

L'organisateur communautaire Marc De Koninck et la médecin conseil à la Direction régionale de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale Nathanaëlle Thériault ont accepté cette semaine de livrer au *Soleil* les grandes lignes du projet de SIS, dont quelques ficelles restent encore à attacher. Le projet fera l'objet d'une ou deux séances de consultation publique qui devraient vraisemblablement avoir lieu en novembre, une fois les élections municipales passées.

M. De Koninck et la Dre Thériault ne nous diront d'ailleurs pas tout en entrevue, non seulement parce que tout n'est pas encore arrêté, que l'étape de la consultation n'a pas encore eu lieu et qu'ils veulent d'abord échanger avec la population concernée, mais aussi pour éviter toute récupération politique pendant la campagne électorale.

Ce qui est clair, c'est qu'il y aura bel et bien un SIS à Québec en 2018. La preuve n'est plus à faire qu'il y a un réel besoin pour ce genre de services à Québec, soulignent M. De Koninck et la Dre Thériault. Réduction des méfaits et des nuisances, diminution des surdoses, risques moindres de contracter et de transmettre l'hépatite C et le VIH : les bénéfices d'un SIS pour les UDI et la communauté sont indéniables. Et avec la crise des opioïdes qui menace le Québec, un tel service dans la capitale s'impose plus que jamais, observent nos deux interlocuteurs.

Le Soleil, Erick Labbé

Avec la crise des opioïdes qui menace le Québec, un service d'injection supervisée dans la capitale s'impose plus que jamais, observent la médecin conseil à la Direction régionale de santé publique du CIUSSS de la Capitale-Nationale Nathanaëlle Thériault et l'organisateur communautaire Marc De Koninck.

Groupes de discussion

Pour s'assurer que ce service réponde

© 2017 Le Soleil (Québec, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20171016·LSW·388020d73f81bf6b0af2e04aeefb6903

réellement aux besoins des utilisateurs de drogues injectables, trois groupes de discussion ont été formés avec 22 d'entre eux cet hiver. «Ce qui est ressorti de ces discussions, c'est que les utilisateurs souhaitent avoir un site situé à proximité d'où ils sont, dans Saint-Roch ou Saint-Sauveur, parce qu'ils n'ont pas de moyen de transport et se déplacent à pied. Comme ils ont eu de mauvaises expériences dans le réseau de la santé, ils veulent un endroit où ils se sentiront bien accueillis, avec des services infirmiers, oui, mais aussi avec des intervenants communautaires et des pairs aidants. Ils ont besoin d'avoir des gens avec qui ils peuvent échanger et développer des liens de confiance», résume Marc De Koninck.

Selon la Dre Thériault, les UDI interrogés n'ont pas vraiment exprimé le besoin d'avoir une unité mobile. «Certains en ont parlé un peu, mais ce qu'ils veulent d'abord et avant tout, c'est un site fixe», témoigne la médecin, ajoutant que le SIS ne pourrait donc pas être seulement une unité mobile (comme le souhaitait la Société de développement commercial du centre-ville).

De même, il est beaucoup plus plausible que ce SIS soit situé au sein d'un organisme communautaire ou dans un nouveau local entièrement consacré à cette mission que dans un établissement de santé (le maire Régis Labeaume avait déjà fait part de sa préférence pour qu'il soit situé près ou à l'intérieur d'un établissement de santé).

«La méfiance [envers le réseau de la santé] est là», dit Marc De Koninck, précisant que peu importe le lieu choisi, l'entrée devra être exclusive et bien identifiée, tout comme les salles d'accueil, d'injection et de répit.

«Il y a une hypothèse très sérieuse que ce soit des locaux opérés par un organisme communautaire [Point de repères, pour ne pas le nommer], mais que ce ne soit pas nécessairement dans les locaux actuels», mentionne M. De Koninck, tout en insistant sur le fait que d'autres organismes communautaires, dont MIELS-Québec et le PIPQ, et le milieu de la santé seront, dans tous les cas de figure, mis à contribution.

«Notre mandat, ce n'est pas de développer une offre de services pour servir les intérêts d'un organisme, mais pour répondre aux besoins des UDI. Le SIS, ce n'est pas juste une adresse civique, c'est une opportunité de développer un corridor de services, de permettre aux UDI d'avoir accès à d'autres services de santé ou psychosociaux», insiste M. De Koninck.

Selon lui, outre les infirmières, des professionnels de la santé (médecins, psychiatres, ergothérapeutes, dentistes et travailleurs sociaux, par exemple), pourraient éventuellement offrir des services sur place. La clinique SABSA, dont les patients sont pour la plupart des personnes vulnérables, pourrait aussi être appelée à jouer un rôle, avance-t-il. «Le projet sera évolutif. On veut se concentrer sur une première offre de services et la bonifier selon les besoins. On va se mettre en mode veille, regarder les impacts pour les UDI et la communauté, et s'ajuster au besoin», explique M. De Koninck.

Déclaration d'empathie

Au cours des discussions avec les UDI, un aspect a particulièrement marqué Marc De Koninck. «Ils ont vraiment une préoccupation vis-à-vis la population. Ils sont conscients que leur façon de consommer peut déranger et poser des risques pour elle, et ils ne souhaitent pas ça. On peut le voir comme une déclaration d'empathie pour le reste de la population», dit l'organisateur communautaire.

Le CIUSSS assure que le SIS ne sera pas situé à côté d'une école, comme celui de Spectre de rue, à Montréal, qui soulève l'inquiétude chez les parents des élèves. «Notre projet ne sera pas un copié-collé de ce qu'il y a à Montréal ou ailleurs. Il sera développé en fonction de la réalité et de l'environnement de Québec», souligne une porte-parole du CIUSSS, Catherine Chagnon.

Au terme de la consultation comprenant assemblées publiques, rencontres avec la Ville et les commerçants et rencontres «de proximité» avec les voisins du futur SIS, le projet sera présenté au ministère québécois de la Santé. «On vise toujours le 31 décembre comme date d'échéance», précise Mme Chagnon. Le projet sera ensuite transmis à Santé Canada pour approbation, de sorte que le SIS pourrait voir le jour quelque part en 2018. «C'est une priorité au CIUSSS, et le plus tôt sera le mieux. Mais il faut prendre le temps de bien faire les choses», souligne la porte-parole.

+

QUESTIONS LÉGALES ET ÉTHIQUES

Le projet de service d'injection supervisée (SIS) soulève de difficiles questions d'ordre légal, déontologique et éthique. À tel point que le CIUSSS de la Capitale-Nationale a dû faire appel à des conseillers juridiques pour le guider.

«Une fois que la personne a franchi la

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

porte, il y a tout un protocole de soins infirmiers à respecter. Comment intervenir en cas de surdose? Comment on supervise l'injection? Qu'est-ce qu'on fait si la personne a la tuberculose, une infection, un abcès? Si la personne est enceinte? Si elle se présente avec un mineur? Si un mineur se présente seul?» énumère la médecin conseil à la Direction régionale de santé publique Nathanaëlle Thériault pour illustrer la complexité d'un tel service.

«On n'a pas encore les réponses à toutes les questions, il y a encore un flou, notamment en ce qui concerne les mineurs. C'est pour ça qu'on a demandé des avis légaux», explique-t-elle.

«Il y a aussi tout le cadre légal de ce que peut faire une infirmière. La personne doit arriver avec sa propre drogue et être capable de se l'injecter elle-même. L'infirmière ne peut que superviser, contrairement à ce qui se fait à Barcelone, par exemple, où il y a une certaine aide à l'injection», mentionne la Dre Thériault.

+

EN CHIFFRES

2559 Nombre de décès attribuables à une intoxication aux opioïdes dénombrés au Québec, de 2000 à 2016, selon un récent rapport de l'Institut national de santé publique du Québec15 Moyenne de décès par surdose de drogues de rue ou de médicaments opioïdes par année à Québec5 Décès par surdose officiellement attribués au fentanyl depuis 201510 Nombre de décès par surdose potentiellement liés aux opiacées signalés par le Bureau du coroner en quatre mois (juin, juillet, août et septembre 2017)900 Il est impossible de connaître le nombre exact d'utilisateurs de drogues injectables, mais on en comptait autour de 900 «plus marginalisés» à Québec entre 2004 et 2010, selon un rapport du défunt Centre de santé et de services sociaux (CSSSS) de la Vieille-Capitale datant de décembre 2014.

Cet article est paru dans Le Soleil (Québec, QC) (site web)

http://www.lesoleil.com/.ca/actualite/la-capitale/un-lieu-fixe-pour-le-service-dinjection-supervisee-388020d73f81bf6b0af2e04aeefb6903

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2017-10-15 à 22h48 HE.

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Nom de la source
Courrier Laval du mercredi
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Hebdomadaire
Couverture géographique
Locale
Provenance
Laval, Québec, Canada

p. 20

Mercredi 20 septembre 2017

Courrier Laval du mercredi • no. Vol. 45 n° 38 • p. 20 • 735 mots

Aussi paru dans 15 septembre 2017 - Courrier Laval (QC) (site web)

Amir Khadir et Diane Lamarre donnent leur appui à Mieux-Naître à Laval

Diane Hameury

SOCIÉTÉ. Mieux-Naître à Laval (MNL), qui lutte pour sa survie faute de financement récurrent de la part du ministère de la Santé, a reçu la visite et l'appui d'Amir Khadir, député de Mercier, et Diane Lamarre, députée de Taillon et porte-parole du Parti québécois en matière de santé et d'accessibilité aux soins, jeudi matin, dans ses locaux du boulevard de la Concorde Est.

Après avoir fait le tour du propriétaire, en compagnie notamment de la directrice générale, Lysane Grégoire, les deux élus provinciaux se sont adressés à la vingtaine de personnes présentes, en grande partie des mères accompagnées de leurs tout-petits.

« On sent les appuis et la mobilisation derrière nous, a déclaré d'entrée de jeu Lysane Grégoire. Si Mieux-Naître à Laval existe, c'est que les besoins ont été confirmés par un sondage et une étude de faisabilité. Les partenaires et les députés de la région y croient, mais il manque toujours le financement du ministre de la Santé qui nous a tout de même accordé de l'argent jusqu'ici par le biais du budget discrétionnaire. »

Amir Khadir s'est dit très préoccupé par la situation dans laquelle se trouve Mieux-Naître à Laval. « Il est difficile de concevoir que ce centre, qui émane de la mobilisation du milieu, ses acteurs et des femmes, se retrouve dans un imbroglio administratif et sera mis à terre faute de financement, a déploré celui qui est également médecin. Au Québec, des collègues médecins ont vu leur rétribution augmenter de 40 et certains de 50 %. Ce n'est donc pas l'argent qui manque. »

Photo TC Media - Mario Beauregard

Diane Lamarre et Amir Khadir militent pour la survie de Mieux-Naître à Laval. Ils ont été accueillis dans les locaux de l'organisme par la directrice générale, Lysane Grégoire (à gauche).

Le député a également révélé qu'il n'y avait aucune raison pour ne pas trouver des solutions. « Comme médecin, c'est très difficile à saisir. Ces services font partie d'un continuum de l'éducation et de la part d'un gouvernement qui dit prioriser l'éducation, il doit comprendre que ça débute à la période périnatale. Ce sont des soins de qualité qui reposent sur quelque chose de solide. On ne peut pas diminuer ça dans une région. »

Invitation à visiter MNL

© 2017 Courrier Laval du mercredi. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170920·AH·0020

Diane Lamarre a débuté son allocution en saluant le travail de Lysane Grégoire et son équipe pour la bataille qu'elles livrent devant le gouvernement Couillard. « Il y a quelque chose de paradoxal dans tout ça, quand on sait que c'est ici qu'il y a le plus haut taux de natalité, a souligné celle qui est également pharmacienne. Comment explique-t-on que Mieux-Naître à Laval soit exclu ? »

Elle a abordé la dépression post-partum et l'importance d'avoir des services pour les mères qui traversent des périodes difficiles. « Ça fait toute une différence et je dirais même que ça sauve des vies », a-t-elle indiqué, s'interrogeant sur les raison du refus du ministère de la Santé d'accorder un financement à l'organisme, alors que les regroupements similaires en province jouissent tous d'un appui gouvernemental. « Est-ce qu'il a une dent contre Laval ? »

Responsable de la mise sur pied de la clinique des super infirmières SABSA, Diane Lamarre a fait un rapprochement entre ce projet et Mieux-Naître à Laval, expliquant qu'elle avait eu l'appui de Gaétan Barrette après que celui-ci eut visité les lieux. « Je lui lance le défi de venir visiter les locaux de Mieux-Naître à Laval », a mentionné Diane Lamarre, sous les applaudissements des gens présents, ajoutant par la suite qu'il ne fallait pas voir ces services comme une dépense, mais plutôt comme un investissement. « On est dans la prévention, l'accompagnement et le dépistage précoce. »

Propriétaire compréhensif

Tel que rapporté récemment, Mieux-Naître à Laval a profité ces derniers mois du support du propriétaire du bâtiment qui abrite ses locaux. Le loyer est toujours impayé depuis le mois de juillet.

« On sent qu'il va mettre la pancarte à louer bientôt, mais nous sommes reconnaissantes de sa patience jusqu'ici », confie Angèle Trudeau, présidente du conseil d'administration de MNL.

Mme Trudeau a expliqué qu'une rencontre avec le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Laval a eu lieu la semaine dernière et qu'une liste complète des services offerts par MNL avait été remise à ses deux représentantes, dont Caroline Barbir, présidente-directrice générale. « Le CISSS tente de travailler avec nous pour faire débloquer ça à Québec. Nous sommes donc en attente », a conclu Angèle Trudeau.

diane.hameury@tc.tc

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

LE JOURNAL DE QUÉBEC

Nom de la source
Le Journal de Québec
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Régionale
Provenance
Québec, Québec, Canada

Mercredi 13 septembre 2017

Le Journal de Québec • p. 18 • 471 mots

Aussi paru dans 12 septembre 2017 - Le Journal de Montréal (site web réf.)
Le Journal de Québec (site web réf.)

FORMATIONS EN PRÉVISION D'UNE CRISE D'OPIOÏDES

LA SANTÉ PUBLIQUE ET DIVERS ORGANISMES TRAVAILLENT À FORMER DES INTERVENANTS DANS LA RÉGION DE QUÉBEC

PIERRE-PAUL BIRON

Le Journal de Québec

Après l'Ouest canadien et Montréal, voilà que Québec se prépare à son tour à une possible crise des opioïdes en formant des intervenants du milieu et des utilisateurs à l'administration de Naloxone, un antidote à la surdose d'opiacés.

Le Journal de Québec

Voyant l'ampleur que prenait la crise du fentanyl dans la grande région de Montréal, la Direction de la santé publique du CIUSSS Capitale-Nationale a choisi d'agir rapidement. «Ce qui s'est passé à Montréal a permis de rapidement réactiver les mécanismes déjà en place. Nous avons rencontré les principaux partenaires au dossier, le 30 août, pour relancer les travaux sur les axes de surveillance et d'intervention », explique la Dre Nathanaëlle Thériault, médecin-conseil à la Direction.

UN ANTIDOTE DISTRIBUÉ

Parmi les mesures mises en place, la formation des intervenants à l'utilisation du Narcan, un antidote à la surdose d'opioïdes, est priorisée. Le vaporisateur de Naloxone vient en quelque sorte mater les symptômes de la surdose rapidement pour permettre à l'utilisateur d'être transporté à l'urgence avant un arrêt cardio-respiratoire complet.

PHOTO JEAN-FRANÇOIS DESGAGNES

La clinique SABSA a commencé à former des intervenants cette semaine à l'administration du Narcan, un vaporisateur nasal servant d'antidote à la surdose d'opioïdes.

À la Coopérative de solidarité SABSA, la formation a débuté cette semaine et s'adresse aux intervenants communautaires et aux consommateurs eux-mêmes.

«Ce sont surtout eux qui doivent être formés parce que ce sont eux qui se retrouvent dans le rôle du premier répondant lorsqu'une surdose survient en situation de consommation », fait remarquer Marie-Christine Leclerc, infirmière clinicienne, ajoutant que les participants pourront ensuite avoir accès à du Narcan. «Ils pourront aller en chercher deux fioles en pharmacie, par la suite.»

© 2017 Le Journal de Québec. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170913·OR·9752f6f0-984d-11e7-b1fd-b9a28d5917e3

LES AUTORITÉS AUX AGUETS

Même si la région de Québec n'a pas encore été frappée dans la même mesure que l'a été Montréal au cours des dernières semaines, la Santé publique demeure aux aguets. En plus de former divers milieux à l'utilisation du Narcan, les autorités rappellent qu'une ordonnance collective a été émise par le DSP, facilitant l'accès à l'antidote.

«C'est accessible sans prescription moyennant un coût, mais les consommateurs d'opioïdes peuvent y avoir accès par le régime d'assurance médicaments », précise Dre Thériault.

Du côté de la police de Québec, on confirme aussi être très attentif à la situation dans la région, surtout depuis les saisies effectuées l'année dernière. «Du fentanyl, il y en a eu à Québec par le passé, donc nous sommes très à l'affût de ce qui se passe. Nous sommes aussi en contact avec des corps de police qui ont su gérer des crises afin de partager leur expérience pour être plus outillés à faire face à ça », précise le porte-parole du SPVQ, David Poitras.

Note(s) :

Le Journal de Québec

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

leSoleil

Nom de la source
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Québec, Québec, Canada

Samedi 9 septembre 2017

Le Soleil (Québec, QC) (tablette) • 536 mots

Aussi paru dans
8 septembre 2017 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)
9 septembre 2017 - Le Soleil (Québec, QC)
Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC)
La Tribune (Sherbrooke, QC)
Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette)
Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)
La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)
La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)
Le Droit (Ottawa, ON)
Le Progrès (Saguenay, QC)

Lisée veut réhabiliter le mot «identité»

Jean-Marc Salvet

Le Soleil

L'indépendance du Québec «est une solution à des problèmes immédiats, pas seulement historiques», a lancé le chef Jean-François Lisée vendredi soir aux quelque 1500 délégués participant au 17e congrès national du Parti québécois à Montréal. Tout en ayant Québec solidaire dans son viseur politique, il a cherché à réhabiliter le mot «identité» aux yeux de tous.

Montréal - Puisqu'il faut franchir la première étape, celle de l'élection d'octobre 2018, et que son parti est en troisième position dans les intentions de vote, le chef péquiste a pris soin de s'adresser aux électeurs libéraux, caquistes et solidaires. «Le Parti libéral a besoin d'une longue cure d'opposition pour retrouver ses repères», a-t-il dit en empruntant au discours qu'il avait prononcé lorsqu'il est devenu chef du Parti québécois l'an dernier.

Photothèque Le Soleil, Pascal Ratthé

À environ un an des prochaines élections générales, Jean-François Lisée a lancé un appel senti aux sympathisants solidaires soutenant que leur parti était l'allié objectif des libéraux et des caquistes.

Il a invité les sympathisants caquistes à comparer les solutions de la CAQ et du PQ, entendu que celles de son parti sont à ses yeux «plus efficaces, plus réfléchies, plus solides».

Il a lancé un appel particulièrement senti aux sympathisants solidaires, soutenant que leur parti était l'allié objectif des libéraux et des caquistes. «Votre volonté de faire du Québec un endroit plus juste, plus vert, plus égalitaire est admirable. Mais nous sommes prisonniers, vous et nous, d'un système électoral vétuste qui

© 2017 Le Soleil (Québec, QC) (tablette). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170909-TLS-5131653

favorise les libéraux.»

«Malheureusement, tant qu'on n'aura pas changé le mode de scrutin, voter Solidaire, c'est aider un libéral ou un caquiste à l'emporter. C'est obtenir exactement le résultat contraire de celui que vous recherchez.»

Le monorail

Le premier budget d'un gouvernement du Parti québécois «sera celui du virage vert», a réitéré M. Lisée avant de rebondir sur l'élection partielle du 2 octobre dans Louis-Hébert, où son candidat, Normand Beauregard, est un spécialiste du «développement durable».

Un gouvernement péquiste réaliserait «un banc d'essai pour le projet de monorail électrique qui pourrait, demain, relier Montréal, Québec et les autres grands centres urbains du Québec», a-t-il dit.

Dans son long discours de 80 minutes, il a plusieurs fois associé Philippe Couillard, Gaétan Barrette et François Legault. Au passage, il a tenu à noter que «les libéraux et Gaétan Barrette se sont battus contre l'instauration de cliniques de superinfirmières autonomes, comme SABSA à Québec».

Virulent

Jean-François Lisée a été virulent lorsqu'il a évoqué la consultation sur la discrimination systémique et le racisme. «Il s'agit d'une opération politique préélectorale libérale de culpabilisation des Québécois chaudement appuyée par Québec solidaire», a-t-il déclaré.

Les questions identitaires sont et demeureront au coeur de son projet politique. M. Lisée pense qu'elles peuvent lui permettre de gagner des points. «L'immense majorité des Québécoises et des Québécois voient le retour des signes religieux, quels qu'ils soient, dans leurs services publics comme une régression, a-t-il postulé. Ils désirent vivre dans une société qui, tout en respectant les croyances de chacun, valorise la laïcité et la liberté des femmes.»

«Ils méritent un gouvernement qui sera à leurs côtés. Pour l'instant, au gouvernement à Québec, à Ottawa, comme chez les dirigeants de Québec solidaire, ils n'ont que des adversaires.»

Note(s) :

Mis à jour : 2017-09-08 20:44 UTC

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Nom de la source
La Presse (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Jeudi 31 août 2017

La Presse (site web) • 531 mots

Le PQ a les propositions les plus intéressantes, dit la FIQ

Tommy Chouinard

De toutes les formations politiques, c'est le Parti québécois qui, jusqu'ici, présente les propositions les plus intéressantes en matière de santé, soutient la présidente sortante de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Régine Laurent.

Saint-Eustache - Elle s'est rendue à la réunion du caucus des députés du PQ jeudi, à Saint-Eustache. Elle fut également de passage à la réunion des élus de la Coalition avenir Québec (CAQ) plus tôt cette semaine, à Shawinigan.

Mercredi, le chef péquiste Jean-François Lisée et sa porte-parole en matière de santé, Diane Lamarre, ont présenté une série d'engagements visant entre autres à donner davantage d'autonomie aux professionnels autres que les médecins, comme les infirmières. Ils ont également promis de geler la rémunération des médecins et de mettre fin à leur incorporation afin de réinvestir des sommes dans le réseau.

« Ce que j'ai vu, c'est vraiment intéressant, a affirmé Mme Laurent lors d'une mêlée de presse. Ce sont des choses qu'on prône depuis plusieurs années, par exemple l'élargissement professionnel en soins, plus d'autonomie, une meilleure prise en charge des patients. »

Elle a également salué l'appui du PQ aux cliniques sans médecin destinées aux urgences mineures, sur le modèle de la coopérative SABSA, un projet financé par la FIQ. L'offre du PQ en matière de santé, « ça va dans le sens de nos orientations et de nos valeurs », a ajouté Mme Laurent. Toutes ces mesures seraient selon elle bénéfiques pour les patients.

Est-ce que de tous les partis, l'offre la plus intéressante en santé est celle du PQ ? « Jusqu'ici, oui », a-t-elle répondu. Comparativement à la CAQ, « c'est plus détaillé ». À la réunion du caucus caquiste, « on ne m'a pas fait part de propositions comme telles. C'était plus une discussion avec des questions ». Le parti de François Legault entend mener une consultation avant de mettre sur la table des propositions.

La FIQ n'entend appuyer aucun parti politique lors des élections, dans un an. « Nous avons une orientation claire. C'est non partisan », a-t-elle dit.

Mme Laurent quittera bientôt la présidente du syndicat qui représente principalement des infirmières. Elle n'a « pas l'intention » de se lancer en politique. Si un parti lui faisait une offre, elle dirait « tout à fait » non. « Depuis que je suis élue qu'il y a eu des approches, mais non merci », a-t-elle dit.

De son côté, le ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, a accusé le PQ de vouloir « partir en

© 2017 La Presse inc. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170831·CY·5129205

guerre contre les médecins » et « créer du désordre dans le réseau ».

Régine Laurent ne voit pas les choses de cette façon. « Quand on met des choses sur la table, des fois ça peut déranger. Je pense que la population peut comprendre qu'on puisse un moment donné mettre une espèce de cadre à la rémunération des médecins. Par la même occasion, ce que je comprends aussi, c'est de l'argent qui va servir aux patients pour une meilleure prise en charge des patients. Je ne vois pas ça comme une guerre. C'est sûr que c'est dérangeant par exemple. » Elle considère par ailleurs que ce ne serait pas la première fois que les médecins offriraient une « résistance » devant des changements dans l'organisation des soins.

Cet article est paru dans La Presse (site web)

http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201708/31/01-5129205-le-pq-a-les-propositions-les-plus-interessantes-dit-la-fiq.php

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

CNW TELBEC

Nom de la source
Canada NewsWire (français)
Type de source
Presse • Communiqués de presse
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Mercredi 30 août 2017 • 15:27:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 1642 mots

Accès aux soins de santé - Un plan courageux qui repose sur le bon diagnostic

Cabinet du chef de l'opposition officielle

QUÉBEC, le 30 août 2017 /CNW Telbec/ - Devant l'échec complet de la réforme Barrette, cette énième réforme libérale au cours des quinze dernières années, le chef de l'opposition officielle, Jean-François Lisée, et la porte-parole en matière de santé, d'accessibilité aux soins et de soutien à domicile, Diane Lamarre, présentent un plan réaliste et innovant qui met enfin le patient au centre de notre système de santé.

EN BREF

Les réformes libérales de structures et les hausses faramineuses de la rémunération des médecins n'ont pas amélioré l'accès aux soins pour les patients;

C'est inévitable, il faut s'attaquer au coeur du problème, notamment (d'autres mesures sont énumérées en annexe) :

Décloisonner les professions;

Geler la rémunération des médecins et mieux répartir ces ressources;

Garantir l'accès à des soins de première ligne les soirs et les fins de semaine.

« Avec leurs réformes de structures, les libéraux n'ont fait qu'affaiblir notre système de santé, sans jamais s'attaquer au coeur du problème. Nous, nous aurons le courage de prendre les vrais moyens pour qu'enfin les Québécoises et les Québécois aient accès aux soins auxquels ils sont en droit de s'attendre dans une société moderne et prospère comme la nôtre », a d'emblée déclaré Jean-François Lisée.

Pour un décloisonnement en santé

Les libéraux s'y sont toujours refusés, mais le Québec ne peut plus attendre : il faut libérer les médecins d'un bon nombre d'actes et favoriser une vraie interdisciplinarité. « Nous proposons d'accroître le rôle des infirmières praticiennes spécialisées, les IPS, et d'étendre à l'ensemble du Québec le modèle des cliniques sans médecin pour traiter les urgences mineures. Les IPS pourraient également dispenser des services dans les CLSC afin de complémenter l'offre de première ligne. Il n'est pas normal, par exemple, que des infirmières soient supervisées par des médecins rémunérés à l'acte pour des opérations de vaccination, comme cela a été rapporté récemment. C'est ce genre d'aberrations qui font en sorte que les coûts augmentent, et que l'accès diminue. Plus que jamais, nous avons besoin d'un *big bang* clinique! », a pour sa part illustré Diane Lamarre.

Les autres professionnels doivent aussi détenir davantage de responsabilités dans la dispensation des soins. « Par exemple, les ergothérapeutes procèdent à

© 2017 Canada NewsWire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170830·FW·0c1229

l'évaluation des aînés pour le renouvellement de leur permis de conduire; pourquoi, sauf exception, ces derniers devraient-ils revoir un médecin? Les hygiénistes dentaires doivent pouvoir faire un nettoyage sans supervision, sinon les personnes en CHSLD n'auront plus jamais accès à ce service élémentaire. Quant aux dentistes, ils revendiquent avec raison l'accès au DSQ, car certains médicaments affectent la santé buccale. Les psychologues peuvent accélérer l'évaluation des enfants ayant des problèmes de santé mentale ou un TDAH. Les physiothérapeutes et les optométristes peuvent contribuer à l'évaluation et au traitement de plusieurs conditions. Les pharmaciens, les paramédics, les travailleurs sociaux, les audiologistes... bref, tous les autres professionnels ont beaucoup à offrir aux patients du Québec. Les Québécois contribuent depuis des décennies à leur formation, mais nos lois dépassées maintiennent ces professionnels dans des rôles réducteurs qui ne leur permettent pas d'apporter leur pleine contribution, alors que les médecins ne suffisent plus à la tâche. Ailleurs, en décloisonnant le rôle des autres professionnels, on a réussi à améliorer l'offre de services », a ajouté la porte-parole.

Les patients au coeur de nos choix budgétaires

Le ministre de la Santé a eu carte blanche pour trouver des solutions aux problèmes d'accès aux soins, mais il a choisi de tout investir dans les médecins. En effet, les trois quarts des nouvelles sommes investies en santé sont allés dans les poches des 20 000 médecins, et ce, sans garantie d'amélioration de l'accès. Le contrat social n'a pas été respecté. « Cette décision est l'une des pires à avoir été prises au cours des dernières décennies en matière de finances publiques. Ce sont les patients et les contribuables qui en paient le prix. Une fois au gouvernement, nous allons immédiatement geler l'enveloppe de rémunération des médecins et réinvestir ces sommes dans les services. Et nous mettrons fin à leur incorporation, qui nous fait perdre annuellement des millions de dollars », a aussi indiqué Jean-François Lisée, qui note d'ailleurs que cette année, la rémunération des médecins augmentera encore minimalement de 6 %, ce qui représente près du tiers de la hausse de tout le budget en santé.

Pour un véritable accès aux soins de première ligne

« Que faire lorsqu'on fait partie des 25 % de Québécois n'ayant toujours pas accès à un médecin de famille? Et, même si on en a un, que faire lorsqu'on en a besoin le soir ou la fin de semaine? Trop de gens se retrouvent à l'urgence inutilement, et trop souvent. Il faut agir! », a ajouté Diane Lamarre.

« Nous allons nous assurer que les soins de première ligne sont accessibles au moment où les patients en ont vraiment besoin. Nous allons faire en sorte que les Québécois aient accès à des services les soirs et les fins de semaine. Nous garantirons un accès de proximité, à une IPS ou à un médecin, jusqu'à 21 heures. Et nous mettrons fin au ping-pong des médecins entre le système public et le privé », a également mentionné la porte-parole.

Il s'agit là d'une annonce importante pour les patients du Québec. L'opposition officielle en aura beaucoup d'autres à faire au cours des prochaines semaines, notamment pour les aînés, ainsi qu'en matière de services sociaux, de soins à domicile, et de santé publique en général.

« L'élection d'un gouvernement du Parti Québécois en octobre 2018 donnera des résultats pour les patients du Québec. Les réformes de structures et les mauvaises solutions libérales ont déçu. Les patients sont encore désespérés. Or, il est possible de remonter cette pente; il s'agit d'avoir du courage. En ce domaine, les libéraux ont prouvé leur incapacité. Nous, nous allons le faire! », a conclu le chef de l'opposition officielle.

Rappelons enfin que l'équipe santé du Parti Québécois, composée des députés Diane Lamarre, de Sylvain Pagé et de Dave Turcotte, sillonnera les régions du Québec au cours des prochains mois afin de faire connaître nos propositions et de discuter avec les acteurs du milieu quant aux meilleures façons de déployer le plan, selon leur réalité sur le terrain.

Axe I : Pour un décloisonnement professionnel en santé

1. **Étendre** à l'ensemble du Québec le modèle des cliniques sans médecin destinées aux urgences mineures et au suivi de certaines maladies, en permettant aux infirmières praticiennes spécialisées (IPS ou superinfirmières) d'y exercer de façon autonome, selon le modèle de la coopérative SABSA.

2. **Faire** des CLSC un lieu de dispensation de services par les IPS autonomes afin de complémenter l'offre de services en première ligne.

3. **Revoir** le partage des compétences

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

en santé et donner davantage d'autonomie aux professionnels de la santé autres que les médecins. Par exemple :

des équipes formées d'infirmières et de pharmaciens seront créées en CHSLD;

les infirmières et les pharmaciens pourront procéder à des opérations de vaccination;

les hygiénistes dentaires seront autorisés à faire des nettoyages en CHSLD et ailleurs;

les ergothérapeutes seront autonomes pour évaluer le renouvellement du permis de conduire des aînés, sauf exceptions;

les audiologistes pourront procéder à des lavages d'oreilles et à diverses manoeuvres lors de vertiges positionnels, notamment;

les travailleurs sociaux pourront référer directement des patients à des professionnels en santé mentale (dans des cas d'itinérance, de toxicomanie, etc.);

les dentistes auront accès au DSQ, et pourront traiter des problèmes buccodentaires;

les IPS et les psychologues pourront évaluer et prescrire, ce qui permettra d'éviter, entre autres choses, des délais quant au diagnostic et au traitement du TDAH;

les physiothérapeutes pourront prescrire des radiographies et offrir des soins de première ligne aux sportifs blessés. De plus, il leur sera possible de référer des patients à un spécialiste (orthopédiste, physiatre, etc.) sans passer par un médecin de famille;

les optométristes verront s'élargir encore davantage leur rôle dans les domaines du diagnostic, du traitement et du suivi de thérapie, puisqu'ils disposent de plateaux techniques que n'ont pas les médecins en cabinet;

les pharmaciens pourront revoir l'utilisation des médicaments;

les infirmières bachelières auront plus d'autonomie (elles pourront notamment demander des radiographies en cas de chute), ce qui accélérera le triage aux urgences;

les paramédics jouiront de davantage d'autonomie sur un plus grand nombre d'actes en situation d'urgence et en tant que premiers répondants.

4. Permettre à d'autres professionnels que les médecins de référer des patients à des spécialistes, sous certaines conditions.

Axe II : Les patients au coeur de nos choix budgétaires

5. Geler , dès la prise de pouvoir, **l'enveloppe de rémunération des médecins** jusqu'à ce que la rémunération globale se rééquilibre autour d'une norme québécoise tenant compte de la part de la richesse que la société consent à verser à ses médecins - une norme qui ne doit pas être la moyenne canadienne.

6. Réinvestir cet argent pour garantir un meilleur accès.

7. Mettre fin à l'incorporation des médecins.

Axe III : Pour un véritable accès à la première ligne

8. Garantir un accès de proximité à une infirmière spécialisée ou à un médecin jusqu'à 21 heures.

9. Mettre fin au ping-pong des médecins entre le privé et le public.

Quelques exemples

Dans les autres provinces canadiennes et aux États-Unis, les IPS sont autorisées à prescrire des médicaments et à poser certains diagnostics. Celles du Royaume-Uni et de l'Australie jouissent elles aussi de beaucoup plus d'autonomie que les IPS québécoises. Il en va de même pour les hygiénistes dentaires ontariens.

Les pharmaciens sont autorisés à vacciner dans tous les États américains et presque toutes les provinces du Canada, ainsi qu'au Portugal et en Australie. Par ailleurs, en Ontario, ils sont autorisés depuis 10 ans à procéder à la révision des médicaments.

SOURCE Cabinet du chef de l'opposition officielle

Consulter le contenu original : http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/August2017/30/c1229.html

Contact

Bruno-Pierre Cyr, Attaché de presse, Cabinet du chef de l'opposition officielle, 418 643-2743

Note(s) :

A l'attention Health Editors

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Nom de la source
Guide de Montréal-Nord
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Hebdomadaire
Couverture géographique
Locale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

p. 6 p. 7

Mardi 15 août 2017

Guide de Montréal-Nord • no. Vol. 60 n° 31 • p. 6,7 • 1072 mots

Aussi paru dans 13 août 2017 - Métro (Montréal, QC) (site web)
Métro Montréal-Nord (QC) (site web)

Hoodstock: 4 initiatives pour changer les choses

Ralph-Bonet Sanon

SOCIÉTÉ. Clinique de proximité, centre pour victimes de violence sexuelle, média afrocentré, maison numérique: le quatrième Hoodstock, qui avait lieu du 11 au 13 août dernier, a été l'occasion d'en savoir plus sur plusieurs initiatives sociales centrées sur Montréal-Nord, la communauté noire ou d'autres segments de la population.

Hoodstock a notamment permis de plaider en faveur d'un appui du gouvernement québécois à la clinique médicale de Montréal-Nord, où les patients seraient traités par des infirmières, des inhalothérapeutes et d'autres professionnels de la santé qui ne sont pas médecins au 11991 rue Lapierre.

Cette clinique, ouverte pour un essai d'une journée en février dernier, s'inspire de ce qui se fait à la Coopérative de solidarité Sabsa de Québec, d'abord vue comme un service parallèle au réseau de la santé, puis intégré à ce réseau grâce à une entente conclue en juillet 2016.

«On a des gens qui veulent y travailler, on ramasse de l'équipement médical, on a le soutien des organismes communautaires, on a fait, il y a 2 ans, une assemblée citoyenne [...], mais le gouvernement et le ministre de la Santé nous ont dit: «vous avez réussi à faire quelque chose à Québec, mais oubliez ça [pour Montréal-Nord]. Jamais»», a soutenu Régine Laurent, présidente de la Fédération Interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), qui finance la clinique.

Photo TC Media - Ralph-Bonet Sanon

L'artiste Made in Shaïna improvise une œuvre à l'extérieur de la Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord pendant la tenue de Hoodstock.

Le projet pilote nord-montréalais s'attaquerait à plusieurs problèmes. Selon l'OBNL Parole d'excluEs, les résidents du quartier ont du mal, géographiquement et financièrement, à avoir accès des services de santé, sont peu nombreux à avoir un médecin de famille, mais sont nombreux à exprimer des problèmes de communication, un sentiment d'exclusion.

Une pétition circule pour convaincre le ministre de la Santé d'appuyer la clinique de proximité de Montréal-Nord. De plus, Parole d'excluEs et la FIQ entendent lancer un plan d'action à l'automne.

«Si toute la population de Montréal-Nord se soulève pour dire qu'elle veut une clinique de proximité rue Lapierre, pensez au nombre de jeunes qui n'ont accès à aucun service de santé et qui y

© 2017 Guide de Montréal-Nord. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170815-JD-0006

auront accès. C'est aussi une façon d'occuper le territoire, de prendre soin de nos personnes âgées qui ont des problèmes de diabète, d'hypertension, etc., et qui n'ont pas les moyens ou l'énergie d'aller jusqu'à une clinique. Il y a ceux à qui on donne un rendez-vous à 7h le matin et qui ne sont pas capables de rentrer dans le moule mis en place», a plaidé Mme Laurent.

Violence sexuelle

Hoodstock a été l'occasion d'en savoir plus sur l'idée d'implanter un centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) à Montréal-Nord.

Le quartier a grandement besoin d'un tel centre si l'on se fie aux demandes reçues de la part du CLSC local, affirme Marlihan Lopez, militante communautaire et agente de liaison du Regroupement québécois des CALACS (RQ-CALACS).

La violence sexuelle dans le quartier est difficilement quantifiable. Les CLSC ne tiennent pas de données précises sur les interventions qu'ils font dans ce domaine, selon Mme Lopez.

«Celle qui dirige le programme psychosocial m'a confié que la plupart de femmes qui arrivent ne demandent pas nécessairement d'aide à cause d'une violence sexuelle, mais plutôt pour soigner un trouble de santé mentale, comme une dépression ou un syndrome de stress post-traumatique. C'est au cours du suivi qu'on se rend compte que ce sont des victimes de violence sexuelle», a-t-elle témoigné.

Les victimes sont référées par leur CLSCL à un CALACS, mais ceux les plus proches, dans Hochelaga ou Villeray, sont soit trop loin, ont soit une liste d'attente de deux ans ou sont mal outillés pour aider des femmes au statut d'immigration précaire, explique Mme Lopez.

Mme Lopez travaille avec des CALACS et des organisations dédiées à la lutte contre la violence sexuelle pour ouvrir un centre à Montréal-Nord.

«Ce projet se centrera surtout sur la prévention, la mobilisation communautaire autour de la problématique de violence sexuelle et l'éducation sexuelle dans les écoles, car la prévention est vraiment clé dans la lutte contre les agressions sexuelles», a-t-elle ajouté.

Pouvoir économique noir

Pour sa part, le cinéaste et acteur Henri Pardo a présenté son projet de maison de production BWM (Black Wealth Media), né de ses rencontres faites avec des intervenants communautaires, penseurs et entrepreneurs pour sa série télé « Black Weatlh Matters », diffusée sur MAtv.

«À Black Wealth Media, nous développons, nous produisons et voulons diffuser du contenu afrocentré qui nous est digne », a-t-il fait valoir.

La nouvelle boîte lancera une plateforme web pour permettre aux cinéastes de faire diffuser leur contenu en plus des « une, deux ou trois fois » que « 80$% » d'entre-eux le font dans des festivals ou à la télé.

Toutefois, la « pièce maîtresse » du projet, c'est l'idée d'une plateforme de communication à travers laquelle il sera possible d'échanger facilement avec des militants comme le co-organisateur de Hoodstock Will Prosper, ou des penseurs comme l'anthropologue Émilie Nicolas.

«Les films sont une vitrine : dans le backstore, là où on travaille, on veut construire un réseau de communication pour que des Hoodstock comme ça, où on échange, soient toujours là, à jour, sur votre téléphone, pour que vous soyez capables d'entrer en contact avec des Will, des Émilie Nicolas, n'importe qui [...] pour communiquer et construire », a déclaré M. Pardo.

Le projet est en recherche de collaborateurs et de financement, a ajouté M. Pardo.

Mettre Montréal-Nord à jour

De son côté, Will Prosper a présenté son projet de Maison numérique à Montréal-Nord.

Le membre fondateur de Montréal-Nord Républik rêve d'un endroit où garçons, filles et adultes de son quartier pourraient apprendre à se servir d'outils numériques et même à coder et développer des applications.

«Nous sommes à l'ère de la technologie numérique, mais tout le monde n'est pas au même niveau : il y a des retards technologiques à certains endroits et parfois, ça n'a rien à voir avec le bon vouloir des familles, mais tout avec les raisons économiques associées», a plaidé le membre fondateur de l'OBNL Montréal-Nord Républik.

« Comment ça se fait que l'Internet est accessible à pratiquement tout le monde, qui sont les mieux nantis, au centre-ville à travers le réseau Une île sans fil? Pourquoi l'Internet n'est pas gratuit sur les rues de Montréal-Nord, une des circonscriptions les plus pauvres au Cana-

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

da? C'est pas normal, il faut absolument
que ça change », a-t-il exprimé.

ralph-bonet.sanon@tc.tc

EUREKA
UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Nom de la source
L'Actuel (Haute-St-Charles/Les Rivières/Wendake)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Mensuel ou bimensuel
Couverture géographique
Locale
Provenance
Québec, Québec, Canada

p. 3

Mercredi 9 août 2017

L'Actuel (Haute-St-Charles/Les Rivières/Wendake) • no. Vol. 30 n° 38 • p. 3 • 340 mots

Contrats de travail renouvelés au RTC

F.C.; M.L.

À peine trois mois après s'être entendu avec le syndicat représentant ses chauffeurs, le Réseau de transport de la Capitale (RTC) vient de confirmer le renouvellement des conventions collectives de tous ses groupes de travail. Les syndicats représentant les employés de l'entretien (jusqu'en 2023), les inspecteurs et répartiteurs (2021) ainsi que le personnel de bureau, technique et professionnel (2023) ont tous accepté des offres du RTC au cours des dernières semaines. Les quatre groupes de travail syndiqués de l'entreprise ont donc de nouveaux contrats de travail d'une durée variant de 5 à 7 ans.

Remise des médailles de la Ville de Québec

Le maire de Québec a profité des festivités du 3 juillet pour remettre la médaille de la Ville de Québec à deux citoyens et un organisme de Québec. La musicienne Gisèle Pettigrew et l'avocat Richard Drouin ont été honorés pour leur engagement dans la communauté, de même que la Coopérative de Solidarité SABSA, qui agit au service des clientèles vulnérables. Ils sont une source inestimable d'inspiration pour le Québec », a déclaré Régis Labeaume. Mme Pettigrew a dirigé plusieurs ensembles vocaux de renom, dont le Chœur du Vallon. M. Drouin s'engage quant à lui auprès de nombreux conseils d'administration. La Coopérative SABSA est pour sa part reconnue pour ses services de clinique de proximité pour les résidents du quartier Saint-Roch.

Pharmaciens émérites

Au début de l'été, l'Ordre des pharmaciens du Québec a lancé une nouvelle reconnaissance professionnelle. Le titre de Fellow du regroupement professionnel vise à honorer les pharmaciens qui disposent de connaissances et de compétences hors du commun, en plus de souligner la contribution de ceux qui agissent comme des modèles pour leurs pairs. Sur la trentaine de professionnels qui ont reçu cette distinction, huit officient sur le territoire de la ville de Québec. Il s'agit de : Dolores Lepage-Savary, de Loretteville ; Nicole Dubé et Janine Matte, du centre-ville de Québec ; Luc Poirier et Marc Parent, de Saint-Augustin-de-Desmaures ; Sylvie Bouchard, de Sainte-Foy ; ainsi que Yves Gariépy et Denis Villeneuve, de Sillery.

© 2017 L'Actuel (Haute-St-Charles/Les Rivières/Wendake). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170809·QD·0003

Nom de la source
Charlesbourg Express
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Mensuel ou bimensuel
Couverture géographique
Locale
Provenance
Québec, Québec, Canada

p. 3

Mercredi 2 août 2017

Charlesbourg Express • no. Vol. 31 n° 20 • p. 3 • 131 mots

En bref

Remise des médailles de la Ville de Québec

M.L.

Le maire de Québec a profité des festivités du 3 juillet pour remettre la médaille de la Ville de Québec à deux citoyens et un organisme de Québec. La musicienne Gisèle Pettigrew et l'avocat Richard Drouin ont été honorés pour leur engagement dans la communauté, de même que la Coopérative de Solidarité SABSA, qui agit au service des clientèles vulnérables. Ils sont une source inestimable d'inspiration pour le Québec », a déclaré Régis Labeaume. Mme Pettigrew a dirigé plusieurs ensembles vocaux de renom, dont le Chœur du Vallon. M. Drouin s'engage quant à lui auprès de nombreux conseils d'administration. La Coopérative SABSA est pour sa part reconnue pour ses services de clinique de proximité pour les résidents du quartier Saint-Roch.

© 2017 Charlesbourg Express. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170802·QC·0004

Nom de la source
Charlesbourg Express
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Mensuel ou bimensuel
Couverture géographique
Locale
Provenance
Québec, Québec, Canada

p. 8

Mercredi 19 juillet 2017

Charlesbourg Express • no. Vol. 31 n° 178 • p. 8 • 131 mots

Aussi paru dans 19 juillet 2017 - Métro L'Actuel (Haute-St-Charles/Les Rivières/Wendake, QC)

En bref

Remise des médailles de la Ville de Québec

M.L.

Le maire de Québec a profité des festivités du 3 juillet pour remettre la médaille de la Ville de Québec à deux citoyens et un organisme de Québec. La musicienne Gisèle Pettigrew et l'avocat Richard Drouin ont été honorés pour leur engagement dans la communauté, de même que la Coopérative de Solidarité SABSA, qui agit au service des clientèles vulnérables. Ils sont une source inestimable d'inspiration pour le Québec», a déclaré Régis Labeaume. Mme Pettigrew a dirigé plusieurs ensembles vocaux de renom, dont le Chœur du Vallon. M. Drouin s'engage quant à lui auprès de nombreux conseils d'administration. La Coopérative SABSA est pour sa part reconnue pour ses services de clinique de proximité pour les résidents du quartier Saint-Roch.

© 2017 Charlesbourg Express. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170719·QC·0012

Nom de la source
ICI Radio-Canada - Montréal (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Régionale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Vendredi 14 juillet 2017

ICI Radio-Canada - Montréal (site web) • 289 mots

Aussi paru dans 14 juillet 2017 - ICI Radio-Canada - Québec (site web)

La clinique SABSA a encore besoin de sociofinancement

Louis Gagné

La Coopérative de solidarité SABSA située dans le quartier Saint-Roch, à Québec, fait encore une fois appel à la générosité du public pour assurer le maintien de ses activités.

Un texte de Louis Gagné

Sa survie n'est pas menacée, mais la clinique sans médecin, dont une bonne partie de la clientèle est formée de patients vulnérables, peine toujours à joindre les deux bouts.

L'entente de financement conclue l'an dernier avec le ministère de la Santé et le CIUSSS de la Capitale-Nationale a donné un peu de répit à la coopérative. La fondatrice de SABSA, Isabelle Têtu, mentionne toutefois que la coopérative dépend toujours du sociofinancement pour couvrir une partie de ses dépenses.

« L'argent va servir à payer l'autre infirmière qui travaille ici à la coop, notre intervenante psychosociale qui est payée directement par la coop, la coordonnatrice, les frais de locaux, la papeterie, etc. Tout ce qui permet le bon fonctionnement de la coopérative », a expliqué l'infirmière praticienne spécialisée, vendredi, en entrevue à l'émission Radio-Canada cet après-midi.

Campagne de sociofinancement

L'objectif de la nouvelle campagne de financement participatif ne sera pas connu avant l'automne, mais Isabelle Têtu affirme que le montant devrait tourner autour de 250 000 $, ce qui correspond à la cible de la dernière campagne.

Isabelle Têtu croit que l'entente conclue avec le CIUSSS et l'appui dont bénéficie la coopérative, notamment de la part du maire de Québec, Régis Labeaume, vont faciliter l'atteinte de la cible.

« Ça démontre la pertinence de la coop SABSA parce qu'on vient en complémentarité avec le réseau et ça, le CIUSSS et la Ville l'ont compris. On dessert une clientèle sans RAMQ , itinérante, dans des situations de pauvreté extrême », a fait valoir Mme Têtu.

Cet article est paru dans ICI Radio-Canada - Montréal (site web)

http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1045395/la-clinique-sabsa-a-encore-besoin-de-sociofinancement

© 2017 Société Radio-Canada. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170714·CSO·055

Nom de la source
L'Appel (Sainte-Foy - Sillery)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Mensuel ou bimensuel
Couverture géographique
Locale
Provenance
Québec, Québec, Canada

p. 4

Mercredi 12 juillet 2017

L'Appel (Sainte-Foy - Sillery) • no. Vol. 73 n° 9 • p. 4 • 207 mots

Remise des médailles de la Ville de Québec

F.C.

Le maire de Québec a profité des festivités du 3 juillet pour remettre la médaille de la Ville de Québec à deux citoyens et un organisme de Québec. La musicienne Gisèle Pettigrew et l'avocat Richard Drouin ont été honorés pour leur engagement dans la communauté, de même que la Coopérative de Solidarité SABSA, qui agit au service des clientèles vulnérables. «Ils sont une source inestimable d'inspiration pour le Québec», a déclaré Régis Labeaume. Mme Pettigrew a dirigé plusieurs ensembles vocaux de renom, dont le Chœur du Vallon. M. Drouin s'engage quant à lui auprès de nombreux conseils d'administration. La Coopérative SABSA est pour sa part reconnue pour ses services de clinique de proximité pour les résidents du quartier Saint-Roch.(M.L.)Entrave sur Duplessis Sud

Au cours des prochains jours, des travaux de réfection d'une structure située sur l'autoroute Duplessis (540) seront entrepris par le ministère des Transports du Québec. Ajoutant d'autres cônes orange dans le décor des artères routières de la capitale, le chantier s'échelonnera jusqu'à la fin octobre 2017. Il occasionnera la fermeture permanente de l'accès au boulevard Laurier à partir de l'autoroute Duplessis Sud. Un chemin de détour sera aménagé par le boulevard Hochelaga.

© 2017 L'Appel (Sainte-Foy - Sillery). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170712·QE·0003

tc • MEDIA

Nom de la source
Québec Hebdo (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Locale
Provenance
Québec, Québec, Canada

Lundi 3 juillet 2017

Québec Hebdo (site web) • 444 mots

La plus haute oeuvre d'art de Québec

FÊTE. À l'occasion du 409e anniversaire, la Ville de Québec a inauguré le Codex Populi, une oeuvre d'art publique haute de 23 mètres créée par l'artiste Ludovic Boney.

Les passants qui empruntent la côte de la Fabrique vers le Vieux-Québec peuvent désormais apercevoir le mat haut de 7 étages et les 25 « colliers » de Codex Populi.

Avec quelque 9500 pièces de métal représentant des lettres, Ludovic Boney a voulu symboliser la « voix du peuple » par les traces manuscrites des décideurs qui ont participé à la Conférence de Québec de 1864. Les 25 colliers sont autrement un clin d'oeil à la culture autochtone et ses « wampums ». L'artiste de la région a été choisi au terme d'un concours pancanadien.

Son oeuvre « est une merveille », s'est réjoui le maire de Québec, Régis Labeaume, d'autant qu'elle met en valeur le bâtiment de l'hôtel de ville, classé lieu historique national. « C'était de mise pour un projet d'art public sur le terrain de l'hôtel de ville de faire référence à la démocratie et à la voix du peuple », a quant à elle commenté la vice-présidente du comité exécutif responsable de la culture, Julie Lemieux.

Le maire de Québec, Régis Labeaume, en compagnie du maire de Charlottetown, de l'artiste Ludovic Boney, du ministre Jean-Yves Duclos et de la conseillère Julie Lemieux.

©(Photo TC Media - Monica Lalancette)

Des projets de médiation culturelle seront organisés autour de Codex Populi au cours des prochaines semaines, a-t-elle fait savoir, précisant que des ateliers et des visites pour les jeunes s'ajouteront aux activités créatives qui étaient prévues pour le 409e anniversaire de Québec.

L'oeuvre a été financée à hauteur de 500 000$ par le gouvernement fédéral pour commémorer le 150e anniversaire de la Confédération canadienne. Le ministre Jean-Yves Duclos était présent pour l'occasion, de même que le maire de Charlottetown, Clifford Lee, dont la ville a elle aussi un lien historique avec la Confédération canadienne.

Des médailles pour deux citoyens

Le maire de Québec a profité des festivités du 3 juillet pour remettre la médaille de la Ville de Québec à deux citoyens et un organisme de Québec. La musicienne Gisèle Pettigrew et l'avocat Richard Drouin ont été honorés pour leur engagement dans la communauté, de même que la Coopérative de Solidarité SABSA, qui agit auprès des clientèles vulnérables. « Ils sont une source inestimable d'inspiration pour le Québec », a déclaré Régis Labeaume.

Mme Pettigrew a dirigé plusieurs en-

© 2017 Québec Hebdo (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170703·CHQ·012

sembles vocaux, dont le Choeur du Vallon. M. Drouin s'engage quant à lui auprès de nombreux conseils d'administration. La Coopérative SABSA est pour sa part reconnue pour ses services de clinique de proximité pour les résidants du quartier Saint-Roch.

TC Media

Cet article est paru dans Québec Hebdo (site web)

http://www.quebechebdo.com/culture/2017/7/3/la-plus-haute-_uvre-d-art-de-quebec.html

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Le Journal de Montréal (réf. site web)

Nom de la source	
Le Journal de Montréal (réf. site web)	
Type de source	
Presse • Presse Web référencée	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Montréal, Québec, Canada	

22 juin 2017

Aussi paru dans 22 juin 2017 - Le Journal de Québec (site web réf.)

Les médecins québécois au goulag?

Guillaume Hébert

Depuis que l'IRIS s'intéresse à la rémunération des médecins québécois, deux choses ne cessent de nous estomaquer, controverse après controverse. La première, bien sûr, les sommes d'argent colossales...

Lire la suite

http://www.journaldemontreal.com/2017/06/22/les-medecins-quebecois-au-goulag

Ce document référence un lien URL de site non hébergé par CEDROM-SNi.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

web·20170622·OPW·075

leSoleil

Nom de la source
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Québec, Québec, Canada

Jeudi 18 mai 2017

Le Soleil (Québec, QC) (tablette) • 700 mots

Aussi paru dans
17 mai 2017 - Le Soleil (Québec, QC) (site web)
18 mai 2017 - Le Soleil (Québec, QC)
Le Droit (Ottawa, ON) (tablette)
Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)

Infirmières du privé dans les supercliniques: bras de fer entre Barrette et la FIQ

Élisabeth Fleury

Le Soleil

Si le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, ne voit rien de mal à ce que les supercliniques embauchent des infirmières du secteur privé, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), elle, y voit des risques pour les patients.

Québec - En Chambre, mercredi, la péquiste Diane Lamarre s'en est prise au programme de supercliniques du ministre Barrette. Selon elle, le ministre de la Santé n'est «pas en contrôle devant les médecins».

Après s'être «écrasé sur les 84 heures d'ouverture obligatoires en permettant des dérogations», comme en témoigne le nouveau cadre de gestion des supercliniques dont Le Soleil a fait état il y a deux semaines, le ministre a accepté que les supercliniques reçoivent un budget pour embaucher des infirmières du secteur privé, a rappelé la députée de Taillon.

«Est-ce que le ministre peut nous dire à quoi va servir cette privatisation qui incite les infirmières à quitter le système public pour passer au privé alors qu'on en manque déjà cruellement dans nos hôpitaux, qui ont été coupés?» a demandé Mme Lamarre.

123RF/racorn

La FIQ souligne notamment qu'il y a dans le réseau public des leviers pour s'assurer que la pratique infirmière soit sécuritaire, qui permettent notamment aux professionnelles en soins de dénoncer une situation.

Selon le ministre Barrette, ce que reproche le PQ aux décisions de son gouvernement, «c'est simplement que des gens qui sont des employeurs engagent des gens non syndiqués payés par le public».

«Le réseau de cabinets qui existe, où pratiquent des médecins et d'autres pro-

© 2017 Le Soleil (Québec, QC) (tablette). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170518-TLS-5099105

fessionnels, c'est un réseau qui est totalement financé par le public et qui fait donc partie complètement de notre réseau, dans lequel il se trouve qu'il y a des employeurs qui ne sont pas l'État», a exposé le ministre de la Santé.

Quand le PQ dit que le gouvernement Couillard privatise, ce n'est donc pas la réalité, a-t-il insisté. «Ça demeure totalement public. Où est le problème?» a demandé le ministre Barrette.

Des risques pour la sécurité

Le problème, c'est la sécurité, selon la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ).

En conférence de presse, mercredi après-midi, la vice-présidente de la FIQ, Nancy Bédard, a d'abord dénoncé la règle du «deux poids, deux mesures» appliquée par le ministre Barrette.

«Pour la clinique sans médecins SABSA, c'était important pour le ministre que les infirmières qui y travaillent viennent du réseau public, et nous sommes tout à fait d'accord avec ça. Mais, curieusement, cette logique-là ne tient plus pour les médecins des superclinics» a exposé Mme Bédard.

Citant l'exemple d'une future superclinique de Montréal opérée par une entreprise privée (Forcemedic), Mme Bédard s'est dite d'avis que les infirmières qui y travailleront seront ni plus ni moins au service du développement de l'entreprise. «On s'éloigne clairement du rôle de l'infirmière», a-t-elle déploré.

Mme Bédard a rappelé qu'il y a dans le réseau public des leviers pour s'assurer que la pratique infirmière soit sécuritaire, qui permettent notamment aux professionnelles en soins de dénoncer une situation.

«Comment une infirmière embauchée par un médecin dans une superclinique pourra-t-elle avoir la latitude de dénoncer une situation inacceptable?» a demandé la vice-présidente de la FIQ.

Situation «inquiétante» à MAclinique

À Québec, une situation «inquiétante» se serait produite vendredi dans la nouvelle superclinique de MAclinique médicale Lebourgneuf, selon la FIQ.

«Le médecin a demandé à une infirmière de donner une médication intraveineuse à un patient, médication que l'infirmière n'avait pas donnée depuis longtemps. Comme elle ne se sentait pas apte - en plus, elle n'avait pas tout ce qu'il fallait pour donner adéquatement la médication -, elle a refusé, et le médecin a insisté. L'infirmière a donc appelé son syndicat, et la Directrice des soins infirmiers (DSI) est intervenue.

La DSI lui a dit de ne pas poser l'acte et elle a mis un filet de sécurité», a raconté la présidente du Syndicat des professionnelles en soins de la Capitale-Nationale, Patricia Lajoie.

«Qu'en aurait-il été si le médecin avait été son employeur? Je crois que la décision n'aurait pas été la même et que, sous la pression, l'infirmière aurait pu mettre à risque le patient», a dit Mme Lajoie.

Note(s) :

Mis à jour : 2017-05-17 22:59 UTC

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

leNouvelliste

Nom de la source
Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Régionale
Provenance
Trois-Rivières, Québec, Canada

Jeudi 11 mai 2017

Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette) • 500 mots

Aussi paru dans

10 mai 2017 -
Le Soleil (Québec, QC) (site web)
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
Le Droit (Ottawa, ON) (tablette)
Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)
La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)
La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)

11 mai 2017 -
Le Soleil (Québec, QC)
Le Droit (Ottawa, ON)
La Tribune (Sherbrooke, QC)
Le Droit (Ottawa, ON) (tablette)
Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)
La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)
La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)
La Voix de l'Est (Granby, QC)
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)

Les infimières à travers le temps

Yves Therrien

Le Soleil

Dans l'histoire des soins au Québec, les infirmières ont toujours précédé les médecins. C'est le cas à Québec avec les Augustines et leur premier hôpital en 1639. Et à Montréal avec Jeanne Mance et l'Hôtel-Dieu de Montréal en 1644. Puis, ce sera au tour de Trois-Rivières avec le couvent des Ursulines en 1697 consacré à l'éducation des jeunes filles et aux soins des malades. L'université Laval aura sa faculté des sciences infirmières en janvier 1967.

Québec - Les premières écoles d'infirmières ouvrent leurs portes à la fin des années 1800 à Montréal, avec l'école anglophone au Montreal Général Hospital en 1890, suivi de celle des Soeurs grises de l'hôpital Notre-Dame en 1898. «Ces écoles sont dans la ligne de ce qu'a mis sur pied Florence Nightingale, la pionnière des soins infirmiers modernes», souligne Mme Lucie Durocher, chef de service et archiviste principale à l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ).

Ces femmes qui ont dédié leur vie aux soins des autres, on les retrouvait aussi

123RF/Cathy Yeulet

Les infirmières ont marqué l'histoire des soins infirmiers

dans les efforts de colonisation des terres au Québec. Elles ont marqué l'histoire des soins infirmiers. Les médecins et les hôpitaux étaient inaccessibles dans les régions éloignées. Que ce soit en Abitibi ou en Gaspésie, la population

© 2017 Le Nouvelliste (Trois-Rivières, QC) (tablette). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170511·TNV·5096608

de la colonisation comptait un curé et une infirmière pour ouvrir un dispensaire, rappelle Mme Durocher en soulignant les écrits d'Arlette Cousture, auteure des Filles de Caleb et de Blanche où elle raconte l'histoire de l'infirmière Blanche Pronovost.

Si elles étaient bien présentes pendant la Seconde Guerre mondiale, les infirmières québécoises étaient moins nombreuses pendant le premier conflit mondial de 1914-1918. Mais comme les autres infirmières canadiennes, elles étaient facilement reconnaissables à cause de leur habit bleu. On les surnommait les Bluebirds, les Oiseaux bleus.

Parmi les autres dates marquantes de la profession, Mme Durocher note la charte de 1920 qui crée un titre réservé pour les membres de l'Association des gardes-malades enregistrées de Québec, qui deviendra l'OIIQ en 1974. L'exercice exclusif de leur profession arrivera en 1946.

Composée exclusivement de femmes depuis longtemps, la profession accueille son premier infirmier diplômé en janvier 1970 avec Jean Robitaille. Aujourd'hui, l'ordre compte 11 % d'homme dans la profession.

Alors qu'elles ont été seules pendant des siècles sur la première ligne des soins avant le milieu années 1900 et l'arrivée d'un plus grand nombre de médecins dans la plupart des milieux, les infirmières reprennent le devant de la scène avec la création d'un nouveau rôle à la suite d'une formation poussée : les infirmières praticiennes spécialisées, les IPS. Elles font leur chemin à compter de 2006, quatre ans après les modifications à la loi qui élargit leur champ de pratique. Elles peuvent maintenant rédiger des prescriptions.

Ces années-ci, comme ce fut le cas il y a longtemps, les patients peuvent faire affaire avec des cliniques de soins de proximité sans médecin, mais avec des infirmières praticiennes spécialisées, comme la coopérative Sabsa de Québec.

Note(s) :

Mis à jour : 2017-05-10 16:00 UTC

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

leSoleil

Nom de la source
Le Soleil (Québec, QC) (tablette)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Québec, Québec, Canada

Lundi 8 mai 2017

Le Soleil (Québec, QC) (tablette) • 312 mots

Aussi paru dans
6 mai 2017 - Le Devoir (site web)
7 mai 2017 - Le Devoir (site web)
La Presse Canadienne - Le fil radio
La Presse Canadienne
8 mai 2017 - Le Droit (Ottawa, ON)
La Tribune (Sherbrooke, QC)
Le Droit (Ottawa, ON) (tablette)
Le Quotidien (Saguenay, QC) (tablette)
La Tribune (Sherbrooke, QC) (tablette)
La Voix de l'Est (Granby, QC) (tablette)
La Voix de l'Est (Granby, QC)

La FIQ préoccupée par le modèle de superclinique de Barrette

Vicky Fragasso-Marquis

Le modèle de superclinique que défend bec et ongles le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, inquiète la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ).

Montréal - En conférence de presse, dimanche matin, le syndicat regroupant infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes a été informé du fait que les médecins puissent embaucher eux-mêmes leur personnel au sein de ces supercliniques.

Selon la FIQ, cela pourrait nuire aux soins prodigués aux patients, puisque ses professionnels seront «sous la tutelle» des médecins, qui seront leur employeur.

En entrevue téléphonique, la présidente de la FIQ Régine Laurent a affirmé que certains professionnels pourraient hésiter avant de dénoncer certaines pratiques dans la clinique parce qu'ils pourraient craindre de perdre leur emploi.

La FIQ accuse le ministre Barrette «d'avoir encore plié» devant les médecins, dont le fruit des négociations demeure secret, a rappelé Mme Laurent, qui demande plus de transparence.

Archives La Presse

La FIQ accuse le ministre Barrette «d'avoir encore plié» devant les médecins, dont le fruit des négociations demeure secret.

Elle reproche au ministre de financer à même le portefeuille des Québécois les «médecins-entrepreneurs» qui géreront les cliniques.

Mme Laurent conteste le modèle de superclinique et défend plutôt les cliniques de "nursing", où l'on retrouve des in-

© 2017 Le Soleil (Québec, QC) (tablette). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170508·TLS·5095532

firmières et des travailleurs sociaux qui peuvent «exercer leur plein champ de compétence» sans qu'un médecin soit présent sur place à tout moment.

«Les cliniques (infirmières) comme on a ouvert à Québec, la clinique Sabsa, où c'est une petite structure, où la population est suivie, il n'y a pas de médecin sur place, il y a un médecin partenaire. Je vous rappelle que quand ça a été monitoré par des chercheurs de l'Université Laval et de Montréal, ce qui est ressorti, c'est que 95 pour cent des visites, les problèmes étaient réglés sur place», a-t-elle affirmé.

Note(s) :

Mis à jour : 2017-05-07 13:23 UTC

EUREKA
UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

CNW TELBEC

Nom de la source
Canada NewsWire (français)
Type de source
Presse • Communiqués de presse
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Jeudi 4 mai 2017 • 13:59:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 1204 mots

Soirée Florence 2017 : l'OIIQ rend hommage à des infirmières et aux communautés religieuses

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

MONTRÉAL, le 4 mai 2017 /CNW Telbec/ - C'est le mercredi 3 mai, en présence du maire de Montréal, Denis Coderre, qu'a eu lieu la 15e Soirée Florence, au cours de laquelle l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) a honoré sept de ses membres qui, au-delà d'une passion commune, partagent un sens de l'engagement et des convictions les ayant amenées à consacrer leur vie professionnelle aux autres pour façonner les soins infirmiers de l'avenir. Tout au long de leur carrière, les lauréates se sont démarquées sur le plan professionnel en mettant leurs compétences acquises au cours des années au service des patients. Elles ont été récompensées dans sept catégories (Engagement communautaire, Excellence des soins, Leadership, Pratique collaborative, Promotion de la santé, Rayonnement international, Enseignement et recherche en sciences infirmières et Relève) et la soirée, animée par **Marc Hervieux** et **Gregory Charles** , a permis de remettre la somme de 110 000 $ à la Fondation de l'OIIQ.

15e Soirée Florence : entrez dans l'histoire

Cette 15e soirée a revêtu un caractère spécial. Ainsi, en plus d'honorer l'apport de sept infirmières à la profession, elle a rendu un vibrant hommage, en présence de leurs représentantes, aux communautés religieuses qui ont fondé et géré de nombreux hôpitaux et chapeauté la formation des premières infirmières laïques, en préconisant l'excellence des soins et le bien-être des patients.

Soirée Florence : souligner l'excellence infirmière

Présentée par TD Assurance Meloche Monnex, la Soirée Florence est organisée au profit de la Fondation de l'OIIQ. Les fonds recueillis permettent à la Fondation de soutenir le développement de projets infirmiers porteurs et novateurs pour les bénéfices des patients. Son programme de subvention *Pour mieux soigner* constitue la plus importante aide financière au Québec destinée à des initiatives infirmières.

Depuis sa création, la Fondation a financé quatre projets d'envergure en leur versant 250 000 $.

2014 : Mise sur pied d'une équipe de consultation infirmière de proximité par l'équipe du CSSS du Nord de Lanaudière.

2015 : Intégration de l'infirmière clinicienne en pédiatrie sociale en communauté, par les équipes de la Fondation du Dr Julien et du CSSS Lucille-Teasdale.

2016 : Projet du CIUSSS de la Capitale-Nationale visant à améliorer l'accès aux

© 2017 Canada NewsWire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170504·FW·0c5968

soins de santé mentale pour les jeunes.

2017 :

Optimisation des meilleures pratiques infirmières au sein des unités de soins intensifs néonatals de six grands centres hospitaliers universitaires impliqués du Québec, par la création d'une communauté virtuelle de pratique, ce qui favorisera le développement des enfants prématurés, en plus d'encourager l'implication des parents.

Remise d'un prix Coup de coeur leadership à la coopérative de solidarité SABSA, emblème de l'autonomie professionnelle infirmière.

Célébrer les contributions et l'innovation infirmières

« Depuis 15 ans, la Soirée Florence reconnaît l'apport d'infirmières et d'infirmiers qui vont au bout de leur engagement professionnel et de leur détermination, et dont les contributions changent les vies. Qu'ils oeuvrent dans le domaine de l'enseignement, de la recherche, de la consultation, de la gestion ou des soins, quel que soit leur champ d'expertise ou leur domaine de pratique, ces infirmières et infirmiers partagent la même passion, le même désir de venir en aide aux autres, souvent les plus vulnérables. Les lauréats des prix Florence nous prouvent combien l'expertise infirmière contribue à l'amélioration constante des soins. En leur rendant hommage, cette soirée nous permet de saluer le travail, l'implication, le courage, la détermination et l'engagement des quelque 74 000 infirmières et infirmiers », a déclaré la présidente de l'OIIQ, **Lucie Tremblay** .

« Au nom de tous ceux qui bénéficient des projets que la Fondation a financés, je remercie nos invités et partenaires, dont le soutien contribue au succès de cet événement-bénéfice annuel. Ce sont TD Assurance Meloche Monnex, La Capitale assurances générales, la Banque Nationale, l'agence Cartier, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, Rogers et le ministère de la Santé et des Services sociaux », a déclaré **Lyne Tremblay** , présidente de la Fondation de l'OIIQ.

Les Florence 2017 sont :

Ginette Henri, inf., M. A. (gérontologie) - Catégorie Engagement professionnel

Consultante

Soins en santé mentale de première ligne aux personnes aînées

Johanne Goudreau, inf., Ph. D. - Catégorie Enseignement et recherche

Vice-doyenne aux études de 1er cycle et à la formation continue

Professeure titulaire

Faculté des sciences infirmières

Université de Montréal

Maryse Carignan, inf., M. Sc. inf., CSIO (C) - Catégorie Excellence des soins

Conseillère clinique

Direction des soins infirmiers

Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval

Hôpital de la Cité-de-la-Santé

Luisa Ciofani, inf., M. Sc. (A), IBCLC, ICP(C) - Catégorie Leadership

Chef clinico-administratif

Mission Santé des femmes

Centre universitaire de santé McGill

Madeleine St-Gelais, inf., B. Sc., M.A.P. - Catégorie Pratique collaborative

Infirmière clinicienne en soins de santé primaire

Infirmière-conseil en télésanté et téléformation

Consultante

Le Phare Enfants et Familles

Erika Close, inf. clinicienne - Catégorie Rayonnement international

Unité mère-enfant

Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre

Champlain-Charles Le Moyne

Directrice-fondatrice

S.H.E.R.

Santé Humanitaire Éducation Ressources/Sharing Health Education Resources

Véronique Brassard, inf., B. Sc., Stomothérapeute - Catégorie Relève

Conseillère en soins infirmiers, continuum des soins ambulatoires et stomothérapie

Centre hospitalier affilié universitaire régional

CIUSSS Mauricie et Centre-du-Québec

Microprogramme de 2e cycle en pratique avancée en soins de plaies

À propos de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

L'OIIQ est le plus grand ordre professionnel dans le domaine de la santé au Québec. Il est régi par la *Loi sur les infirmières et les infirmiers* et par le *Code des professions* . L'OIIQ est également guidé par ses valeurs de gouvernance que sont la confiance, la bienveillance, le respect et l'équité. Au 31 mars 2016, il comptait quelque 74 000 membres et quelque 15 000 étudiants immatriculés. Sa mission est d'assurer la protection du public par et avec les infirmières et infirmiers, tout en veillant à l'amélioration de la santé des Québécois. L'OIIQ a également pour mandat de promouvoir une pratique infirmière de qualité et de contribuer au maintien des compétences des infirmières et des infirmiers.

Légende :

De gauche à droite : **Lucie Tremblay** , présidente de l'OIIQ; **Robert Szokup** , vice-président, Marché de l'affinité, TD Assurance Meloche Monnex; **Lyne Tremblay** , présidente de la Fondation de l'OIIQ

» Téléchargez la photo en haute résolution

Légende :

Devant, de gauche à droite : **Luisa Ciofani** , **Erika Close** , **Véronique Brassard** , **Lyne Tremblay** , présidente, Fondation de l'OIIQ; **Lucie Tremblay** , présidente, OIIQ; **Johanne Goudreau** , **Maryse Carignan** , **Ginette Henri** , **Madeleine St-Gelais**

Derrière : **Sylvain Simard** , vice-président, Développement des affaires de La Capitale assurances générales; **Edith Cloutier** , vice-présidente, Ventes aux entreprises, Affaires, région du Québec, chez Rogers; **Régine Laurent** , présidente, Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec; **Sylvie Dubois** , directrice nationale des soins infirmiers et autres professionnels, ministère de la Santé et des Services sociaux; **Jean-Jacques Bérubé** , vice-président délégué, Relations marchands, Banque Nationale; **Daniel Beaumont** , concepteur-rédacteur, Cartier; **Anne Ménard** , Directrice des relations clients, Marché de l'affinité chez TD Assurances Meloche Monnex

» Téléchargez la photo en haute résolution

SOURCE Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Consulter le contenu original : http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/May2017/04/c5968.html

Contact

et entrevues : Colette Ouellet, Directrice des communications et affaires publiques, OIIQ, 514 604-2298, colette.ouellet@oiiq.org; Karina Sieres, Conseillère, Relations publiques, OIIQ, 514 935-2501, poste 400, 514 895-1987 (cellulaire), karina.sieres@oiiq.org

Note(s) :

A l'attention Auto Editors

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

leSoleil

Nom de la source
Le Soleil (tablette)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Québec, Québec, Canada

Mercredi 26 avril 2017

Le Soleil (tablette) • 445 mots

Aussi paru dans
25 avril 2017 - La Presse (site web)
Le Soleil (Québec, QC) (site web)
26 avril 2017 - Le Soleil (Québec, QC)

Les ressources se font attendre chez SABSA

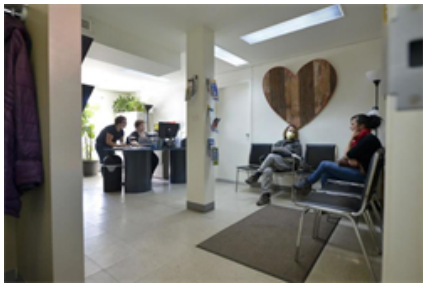
Élisabeth Fleury

Le Soleil

Sept mois après la signature de l'entente entre SABSA et le CIUSSS de la Capitale-Nationale, la coopérative sans médecin n'a toujours pas les ressources promises pour payer notamment le salaire de l'infirmière praticienne spécialisée (IPS) Isabelle Têtu et le matériel médical de base.

Québec - «On continue avec l'argent amassé pendant la campagne de sociofinancement La Ruche. C'est nous qui achetons le matériel médical comme les tubes à prélèvements et les pansements, et le CIUSSS nous rembourse. Ça fait sept mois qu'on a signé, et les choses ne bougent pas vite. Il a fallu les relancer plusieurs fois [les gens du CIUSSS]. Je ne suis toujours pas payée par le CIUSSS, et le travailleur social promis n'est toujours pas arrivé», a résumé Isabelle Têtu au cours d'un entretien avec Le Soleil, mardi, précisant qu'elle avait reçu la veille un appel du CIUSSS lui assurant qu'elle serait «embauchée sous peu».

Le travailleur social spécialisé en toxicomanie et en santé mentale «prêté» par le CIUSSS devrait quant à lui commencer à travailler chez SABSA à mi-temps la semaine prochaine (d'abord une journée, puis deux ou trois jours par semaine).



Photothèque Le Soleil

Le CIUSSS a récemment ouvert quelque 18 postes d'infirmière praticienne spécialisée dans des GMF et des cliniques-réseau alors que SABSA attend le sien depuis sept mois.

Mme Têtu souligne que le CIUSSS a récemment ouvert quelque 18 postes d'IPS dans des GMF et des cliniques-réseau alors qu'elle attend le sien depuis sept mois.

«Je ne pense pas que ce soit de la mauvaise foi, par contre. J'ai compris qu'il y avait des choses à régler entre le CIUSSS et le syndicat, qu'il fallait que personne ne soit lésé. Notre situation est atypique, tant pour le CIUSSS que pour le ministère de la Santé», nuance la cofondatrice de SABSA, consciente aussi

© 2017 Le Soleil (tablette). Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170426-TLS-5091779

que «la personne qui s'occupe de notre cas au CIUSSS a déjà plein de dossiers sur les bras» et que celui de SABSA n'est peut-être pas «prioritaire».

1600 patients

Pour rappel, l'entente de partenariat ne couvre que 30 % des dépenses de la coopérative du boulevard Charest, qui suit quelque 1600 patients vulnérables. SABSA doit encore payer ses locaux de même que les salaires d'une coordonnatrice, d'une réceptionniste, d'une intervenante sociale et d'une autre infirmière à temps plein.

Menacée de fermeture, la clinique sans médecin avait dû se lancer l'an dernier dans une campagne de sociofinancement, qui lui a permis de récolter 250 000 $. Devant la pression populaire, le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, avait accepté de contribuer à la survie de la coopérative en annonçant en juillet un partenariat avec le CIUSSS de la Capitale-Nationale.

Note(s) :

Mis à jour : 2017-04-26 07:15 UTC

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

LE DEVOIR

Nom de la source
Le Devoir
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

p. a1 p. a8

Lundi 10 avril 2017

Le Devoir • p. A1,A8 • 942 mots

Santé - Les jeunes syndicats mènent le bal

Les résultats préliminaires du vote d'allégeance montrent un net recul de la CSN

Amélie Daoust-Boisvert

Les résultats préliminaires de la plus grande période de vote d'allégeance syndicale de l'histoire du réseau de la santé semblent annoncer une victoire des plus jeunes syndicats spécialisés sur les grandes centrales historiques et, surtout, sur la CSN.

Les tendances sont claires : l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) sort victorieuse, tout comme la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ). L'APTS pourrait compter 60 % de membres de plus à la fin de l'opération, étant allée rafler la mise chez une majorité de travailleurs de la catégorie 4, des professionnels de la santé, comme des psychologues et des techniciens en laboratoire, au détriment de la CSN.

De son côté, la FIQ a consolidé son quasi-monopole chez les infirmières, infirmières auxiliaires et inhalothérapeutes en allant arracher des syndiqués qui étaient toujours attachés à la CSN.

Ensemble, la FIQ et l'APTS pourraient devancer la CSN en ce qui a trait à l'effectif, alors que la grande centrale dominait depuis de nombreuses années dans le réseau de la santé. De quelque 125 000 membres dans le réseau, la CSN court le risque de perdre quelque 25 000 membres actuellement. Son importance resterait tout de même considérable -- la grande centrale pourrait toujours compter sur environ 250 000 membres au Québec.

C'est ce qui ressort de la compilation non officielle des résultats effectuée par le militant syndical Sébastien Robert, qu'il a partagée avec Le Devoir. Des conversations avec des sources dans les différents syndicats concernés confirment également ces grandes tendances. Ces résultats sont partiels, car le résultat du vote de quelque 30 000 travailleurs de la santé des CIUSSS du Nord et de l'Est de l'île de Montréal sont attendus au courant de la semaine. M. Robert, qui est lui-même conseiller syndical à l'APTS, a compilé ces résultats dans ses temps libres de manière bénévole grâce à ses nombreux contacts dans les différents syndicats. Ses mises à jour quasi quotidiennes sur Facebook étaient d'ailleurs fort attendues des militants de toutes affiliations.

La CSN n'a pas souhaité commenter ces chiffres tant et aussi longtemps que l'ensemble des votes n'aura pas été dépouillé, le processus se terminant le 13 avril. " On veut prendre la mesure des résultats ", a précisé le directeur des communications à la CSN, Louis-Serge Houle.

Des militants de la CSN, en coulisse, semblent s'accrocher à l'espoir d'enreg-

© 2017 Le Devoir. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-© Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170410·LE·2017-04-10_496011

istrer des gains importants dans les deux ultimes dépouillements de votes à Montréal.

Les temps changent

Régine Laurent, la présidente de la FIQ, croit que son " syndicalisme de proposition " a séduit. La FIQ a notamment appuyé financièrement et logistiquement la clinique infirmière SABSA, à Québec. " Nous avons été précurseurs dans ce type de syndicalisme, et l'APTS nous a rejoints là-dedans ", affirme Mme Laurent.

Son de cloche semblable à l'APTS, où la présidente, Carolle Dubé, constate que les syndiqués exigent désormais une certaine prudence de leurs représentants en ce qui concerne les grands enjeux sociaux. " Par exemple, explique-t-elle, nous avons appuyé la grève étudiante en 2012, et nos membres n'en étaient pas satisfaits. Certains étaient d'accord, mais plusieurs se demandaient pourquoi on s'en mêlait. Pareillement, nos membres ne veulent pas qu'on se positionne politiquement pour un parti ou pour un autre en temps d'élections. "

" Les gens veulent aussi qu'on se positionne sur des enjeux sociaux, mais surtout dans le domaine de la santé ", constate-t-elle.

Laurence-Léa Fontaine, professeure à la faculté de droit de l'UQAM et observatrice du monde du travail, estime qu'une des raisons qui expliquent les avancées de la FIQ et de l'APTS est le désir des travailleurs de se regrouper par titres d'emploi, une " question d'identité ".

Le Conseil provincial des affaires sociales, associé au Syndicat canadien de la fonction publique et à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), était donné " pour mort " avant le début des votes, dit son président, Pierre Soucy. Pourtant, les résultats préliminaires montrent qu'il aura plutôt fait des gains de quelques milliers de membres. Encore une fois, on a misé sur le sentiment d'appartenance des travailleurs. " On a fait le tour du Québec pour valoriser ceux qu'on appelle les périsoignants, c'est-à-dire les préposés, les travailleurs des cuisines, de l'entretien, les agents administratifs ", explique-t-il.

" Les jeunes veulent avoir des services pour leur argent ", selon Alain Dubois. Agent de relations humaines dans le réseau, ce dernier a été représentant syndical dans le passé. Il a observé avec intérêt la période de maraudage. Au-delà d'un certain rejet de l'establishment, il n'hésite pas à affirmer que des questions très terre à terre, comme le taux de cotisation et la qualité des assurances offertes ont pu aussi jouer un rôle. Les syndicats n'ont pas hésité à jouer cette carte pour séduire.

Gains... patronaux ?

Cette grande campagne fera un grand gagnant, glissent certains observateurs : le gouvernement. " Les forces syndicales ont dû investir énormément de temps et d'argent pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives ", constate Mme Fontaine. C'est la classique stratégie de " diviser pour mieux régner ", pense-t-elle. "En conséquence, les syndicats se sont un peu détournés des véritables enjeux contemporains auxquels ils sont pourtant très attachés ", poursuit-elle.

Tout comme le réseau en général, ces mégafusions changeront la vie syndicale, qui devra s'organiser avec des milliers de membres par accréditation, sur des territoires couvrant parfois des centaines de kilomètres.

" Ce n'est certainement pas la meilleure chose qui soit arrivée au monde syndical, constate Carolle Dubé. Pendant qu'on est occupés, le gouvernement peut continuer à faire ses coupures et à privatiser nos services. Oui, tout cela va rendre plus difficile notre vie syndicale, ça va être très compliqué, juste de faire une assemblée générale. "

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

LE DEVOIR

Nom de la source
Le Devoir
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

p. a5

Vendredi 7 avril 2017

Le Devoir • p. A5 • 517 mots

Aussi paru dans 7 avril 2017 - Le Devoir (site web)

Projet-pilote à Québec - Ouverture d'une clinique dotée d'infirmières spécialisées

Isabelle Porter

Une nouvelle clinique donnant plus de place aux infirmières va ouvrir ses portes à Québec et, cette fois, ce projet-pilote se fait avec l'aval du gouvernement, puisque cela s'inscrit dans le modèle des groupes de médecine familiale (GMF).

Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, souhaite même reproduire la formule à la grandeur du Québec dans le futur. " C'est ça, le réseau du futur ", a-t-il lancé lors du dévoilement du projet-pilote " Archimède " à la Clinique Saint-Vallier, dans le quartier Saint-Sauveur.

Dans ce GMF nouveau genre, on trouve cinq infirmières spécialisées (par rapport à zéro dans un GMF standard), trois infirmières cliniciennes au lieu de deux, une infirmière auxiliaire, et le recours à des professionnels comme les physiothérapeutes est plus courant. Enfin, trois médecins y travaillent à temps plein et trois à temps partiel.

Selon l'infirmière praticienne spécialisée (IPS) qui a défini le projet, Christine Laliberté, les IPS pourraient décharger les médecins d'entre 85 et 90 % des patients. " C'est un projet pour les patients, a-t-elle résumé. C'est un travail axé sur la bonne ressource au bon moment. "

Les IPS, faut-il le rappeler, sont des infirmières détentrices d'une maîtrise capable de prodiguer divers soins anciennement réservés aux médecins, comme le traitement des maladies chroniques, la prévention des infections transmissibles sexuellement ou encore le suivi de grossesse.

Le ministre Barrette en conclut que les médecins pourraient ainsi suivre chacun jusqu'à 3000 patients et dès lors réduire les listes d'attente. " Est-ce qu'un médecin peut prendre en charge 3000 patients seul ? Non. Est-ce qu'avec une équipe appropriée [c'est possible] ? Absolument. "

Le gouvernement investit 3,5 millions dans le projet-pilote, qui s'étirera sur cinq ans. Au cours de cette période, une équipe de chercheurs documentera l'expérience. " Si on arrive à démontrer que la clientèle qui est prise en charge ici fréquente moins les salles d'urgence, c'est un indicateur ", a expliqué le professeur Serge Dumont, de l'Université Laval.

Si la formule connaît du succès, elle pourrait être reproduite à la grandeur du Québec, avance le ministre, qui souligne que ce seront des emplois prometteurs pour les 2000 nouvelles IPS que l'on

© 2017 Le Devoir. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170407·LE·2017-04-07_495855

s'apprête à former.

Pas comme SABSA

Cette ouverture peut sembler étonnante de prime abord quand on sait à quel point le ministre s'était opposé au financement public de la clinique SABSA, elle aussi basée sur le travail des IPS.

Or M. Barrette souligne qu'il ne s'opposait pas à un rôle accru pour les infirmières, mais à ce que cela se fasse à l'extérieur des groupes de médecine familiale (GMF). " J'ai toujours dit que je défavorisais les réseaux parallèles. "

La clinique SABSA était constituée en coopérative et ne faisait pas partie officiellement d'une GMF, même si l'IPS pouvait consulter au besoin un " médecin partenaire " de la Clinique Saint-Vallier, justement.

À la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), qui a milité à la fois pour SABSA et Archimède, on se réjouit de " ce grand changement ".

" C'est une bonne nouvelle ", a dit la présidente, Régine Laurent. " Finalement, les gouvernements se rendent compte que c'est possible et que ça va être bien pour les patients. "

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

CNW TELBEC

Nom de la source
Canada NewsWire (français)
Type de source
Presse • Communiqués de presse
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Jeudi 6 avril 2017 • 17:40:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 346 mots

Projet pilote Archimède - Un pas en avant pour l'amélioration des soins de première ligne et l'avancement et la reconnaissance du champ de pratique des professionnelles en soins

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ

MONTRÉAL, le 6 avril 2017 /CNW Telbec/ - La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ se réjouit de l'annonce faite par le ministre de la Santé et des Services sociaux de la mise sur pied du projet pilote Archimède dans le quartier Saint-Vallier de Québec. « À la FIQ, nous avons soutenu ce projet de clinique interdisciplinaire depuis ses débuts. Je tiens à féliciter particulièrement l'infirmière praticienne spécialisée, Christine Laliberté, qui est l'instigatrice de ce projet. Lorsqu'elle est venue nous voir, nous n'avons pas hésité un instant à la soutenir dans sa démarche. Aujourd'hui, c'est la concrétisation d'un travail colossal. C'est aussi une avancée majeure pour les professionnelles en soins et la reconnaissance de leur travail » a déclaré la présidente de la FIQ, Régine Laurent.

La FIQ se bat depuis plusieurs années pour que les professionnelles en soins puissent exercer pleinement leur champ de pratique et ainsi améliorer l'accessibilité aux soins. C'est dans cet esprit qu'elle a soutenu la Clinique SABSA de Québec, la Clinique de la Petite-Nation, la Clinique de proximité de Montréal-Nord et le projet Archimède. « L'avenir du réseau de la santé passe par l'interdisciplinarité. Ce n'est pas vrai que les patients doivent toujours voir un médecin, c'est une vision de l'organisation des soins passéistes. Nous espérons maintenant que les fédérations de médecins lèvent les freins et cessent de mettre des écueils, pour le bien des patients et du réseau de la santé », a conclu Régine Laurent.

À propos de la FIQ

La Fédération représente plus de 66 000 professionnelles en soins infirmiers et cardiorespiratoires, soit la grande majorité des infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques oeuvrant dans les établissements publics québécois.

SOURCE Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ

Consulter le contenu original : http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/April2017/06/c8430.html

Contact

Manuel Dionne, Communications FIQ,

© 2017 Canada NewsWire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170406·FW·0c8430

Cellulaire : 514 210-6579, mdionne@fiqsante.qc.ca

Note(s) :

A l'attention Health Editors

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

LE DEVOIR.com

Nom de la source
Le Devoir (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Jeudi 6 avril 2017

Le Devoir (site web) • 222 mots

Québec accueillera une clinique donnant plus de place aux infirmières

Isabelle Porter

Une nouvelle clinique donnant plus de place aux infirmières va ouvrir ses portes dans la basse-ville de Québec, et cette fois, le projet se fait avec l'aval du gouvernement dès le départ.

Ce nouveau service serait offert dans les anciens locaux de la clinique Saint-Vallier, qui avait dû fermer ses portes en 2015 notamment parce qu'elle manquait de médecins.

Le ministre de la Santé Gaétan Barrette doit officiellement dévoiler le projet cet après-midi sur place, rue Saint-Vallier.

Baptisée Archimède, la nouvelle clinique vise à maximiser le rôle des infirmières praticiennes spécialisées (IPS) en dirigeant les patients vers les médecins seulement lorsque c'est nécessaire.

Rappelons que les IPS peuvent prodiguer différents soins, tels le traitement des maladies chroniques ou encore le renouvellement d'une prescription.

Contrairement à la clinique SABSA à laquelle le gouvernement a longtemps résisté, ce projet s'insère dans un Groupe de médecine familiale (GMF), ce qui le rend plus compatible avec les objectifs du ministre Barrette. Le projet avait été soumis au gouvernement en 2015 par une IPS, Christine Laliberté, qui travaillait à l'ancienne clinique Saint-Vallier.

La fermeture de ce service avait été très mal accueillie à l'époque, les patients déplorant l'absence de clinique sans rendez-vous dans le secteur.

Plus de détails suivront.

Cet article est paru dans Le Devoir (site web)

http://www.ledevoir.com/politique/ville-de-quebec/495738/une-nouvelle-clinique-axee-sur-le-travail-des-infirmieres-a-quebec

© 2017 Le Devoir (site web). Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170406·LEW·495738

INFOPRESSE

Nom de la source
Infopresse

Type de source
Presse • Magazines et revues

Périodicité
Annuel

Couverture géographique
Provinciale

Provenance
Montréal, Québec, Canada

p. 12 p. 13

Samedi 1 avril 2017

Infopresse • no. Vol. 32 n° 6 • p. 12,13 • 560 mots

Aussi paru dans 19 avril 2017 - Infopresse (blogues)

Temple de la renommée A2C

CONCOURS CRÉA 2017

Phare : Pierre Delagrave

Marie-Claude Ducas

En 2006, Pierre Delagrave a publié le livre On efface tout et on recommence !, salué par toute l'industrie.

Engagé dans une quête incessante d'innovation, Pierre Delagrave repousse sans cesse les limites de sa profession, faisant de lui un pionnier et un visionnaire hors de l'ordinaire.

Grand vulgarisateur doté d'une rigueur irréprochable, Pierre Delagrave a porté pendant toute sa carrière le flambeau de l'innovation avec une passion remarquable.

Développement de Cossette

Chez Cossette, il est à l'origine de multiples unités d'affaires : Cossette Média d'abord, puis Impact Recherche, Fusion (consacrée à la commandite) et Cossette Interactif (devenue Fjord Marketing Interactif, puis intégrée aux services de Cossette). Plus récemment, ce travailleur infatigable a lancé l'incubateur d'entreprises Cossette Lab, puis Cossette Santé, une des initiatives majeures de Cossette Lab. En plus de créer de telles unités, Pierre Delagrave a carrément inventé divers outils, qui ont fait avancer la connaissance en matière de médias. On lui doit entre autres le Test d'efficacité séquentiel (TES) et l'outil Dominance Convergence, toujours des références en matière de mesure d'impact des campagnes.

Avancement de l'industrie

Toujours généreux de son expertise, Pierre Delagrave a cofondé le Conseil des directeurs médias du Québec et siégé à tous les conseils de l'industrie des médias. Mentionnons, entre autres, le Bureau canadien de l'évaluation de l'affichage, NADbank, le Conseil canadien des directeurs médias, Sondages BBM et le Centre d'études sur les médias, organisme lié à l'Université Laval et au Centre national de la recherche scientifique. Animé par sa préoccupation pour la relève et le transfert de connaissances, il a créé, avec la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, le Fonds Pierre-Delagrave en innovations marketing en 2014. Celui-ci soutient la réalisation de projets innovants en marketing, proposés tant par les étudiants que les professeurs. Chroniqueur pendant de nombreuses années dans les pages d'Infopresse, Pierre Delagrave a aussi publié le livre *On efface tout et on recommence !*, en 2006, salué par toute l'industrie.

© 2017 Infopresse. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170401-RS-0005

Engagement dans sa communauté

Pierre Delagrave met à profit son expérience et ses contacts au bénéfice de diverses causes et collectes de fonds, comme la Maison Michel Sarrazin et l'Orchestre symphonique de Québec. Il a été l'instigateur d'une récente campagne de sociofinancement pour la Coopérative de solidarité Sabsa, la clinique sans médecin de la Basse-Ville de Québec.

« Pour moi, être admis au Temple de la renommée de l'A2C par mes pairs représente la plus grande reconnaissance de ma vie professionnelle. Toute ma carrière, j'ai senti l'urgence d'amener notre agence dans l'avenir des communications dans les médias, la recherche et internet. J'ai découvert qu'avec la confiance de mes associés, la contribution de mes collaborateurs et la force du groupe, tout est possible. Avis aux jeunes : le futur est à réinventer. »

Encadré(s) :

MOT DU JURY

« *Engagé dans une quête incessante d'innovation, Pierre Delagrave repousse sans cesse les limites de sa profession, faisant de lui un pionnier et un visionnaire hors de l'ordinaire. Grand vulgarisateur doté d'une rigueur irréprochable, il a créé plusieurs outils toujours utilisés à ce jour par l'industrie, en plus de démontrer une grande générosité auprès de la relève.* »

Illustration(s) :

Avec Claude Lessard, en décembre 2009. Après la rencontre du conseil d'administration de Cossette qui entérinait la décision des actionnaires d'accepter l'offre de Mill Road Capital.

Pierre DELAGRAVE - Président de Cossette Santé - Un des fondateurs de Cossette et créateur de multiples unités d'affaires

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

leSoleil

Nom de la source
Le Soleil (tablette)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Québec, Québec, Canada

Mardi 28 mars 2017

Le Soleil (tablette) • 634 mots

Aussi paru dans
27 mars 2017 - La Presse (site web)
Le Soleil (Québec, QC) (site web)
28 mars 2017 - Le Soleil (Québec, QC)

Des «infirmières» de famille

Brigitte Breton

Le Soleil

ÉDITORIAL / Québec prend enfin les grands moyens pour que plus d'infirmières praticiennes spécialisées (IPS) soient formées dans nos universités et embauchées dans le réseau public de santé. Il est plus que temps. Promettre un médecin de famille pour tous c'est bien beau, mais faire appel à davantage de «super infirmières» est une façon encore trop peu utilisée ici pour assurer à moindre coût un meilleur accès aux soins.

Québec - Les libéraux avaient promis à la dernière campagne électorale que la population pourrait compter sur l'apport de 2000 IPS d'ici 2024-2025. On est loin du compte même si d'autres provinces et pays ont compris depuis longtemps qu'il vaut mieux recourir à l'expertise des infirmières plutôt que de s'en remettre aux médecins pour le moindre bobo. L'Ontario a déjà 3000 IPS sur le terrain. Le Québec, 428.

À quoi attribuer que Québec passe enfin à l'action, investisse les fonds nécessaires dans les universités et s'engage à fournir des stages et des postes pour susciter l'attrait de la profession?

Est-ce simplement le désir de remplir une promesse électorale avant le rendez-vous de 2018?

Est-ce le fait que la récente entente Québec-Ottawa sur les transferts en santé prévoit le financement de la formation des IPS?

Le Soleil, Yan Doublet

Dans la région de Québec, l'expérience de la clinique SABSA, dirigée par une infirmière praticienne spécialisée, a révélé que seulement 5 % des cas exigeaient l'intervention d'un médecin.

Est-ce qu'Ottawa, en diminuant par cette même entente le taux des transferts en santé de 6 à 3 %, pousse Québec à se tourner vers des pratiques moins coûteuses? En □□liminant la taxe santé, le gouvernement québécois se prive aussi de revenus pour financer le réseau. Il doit réaliser des gains ailleurs.

On peut également présumer que le travail des IPS étant plus connu du public en 2017, Québec et les fédérations

© 2017 Le Soleil (tablette). Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-© Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170328-TLS-5082782

médicales seraient malvenus de bouder une solution efficace et moins onéreuse. Dans la région de Québec notamment, l'expérience de la clinique SABSA, dirigée par l'IPS Isabelle Têtu, a révélé que seulement 5 % des cas exigeaient l'intervention d'un médecin.

Le système de santé étant fortement sollicité, et il le sera encore davantage avec le vieillissement de la population, le Québec n'a pas le choix de miser sur l'interdisciplinarité professionnelle, de laisser des IPS occuper tout leur champ d'expertise plutôt que de se fier aux médecins pour tout.

Gaétan Barrette soulignait dimanche que la formation d'un médecin coûte 500 000 $, comparativement à 84 000 $ pour une IPS. La rémunération diffère aussi, évidemment. Raison de plus pour laisser les cas les plus lourds aux médecins. Les patients attendront moins longtemps pour obtenir une consultation, ne s'en porteront pas plus mal et le système de santé gagnera en fluidité et en efficacité.

Si l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec (OIIQ) se réjouit de l'arrivée de 2000 IPS d'ici 2024-2025 et estime que les conditions sont réunies pour atteindre cet objectif, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), se montre plus critique. Elle estime qu'encore trop d'obstacles subsistent pour optimiser le travail des IPS. Avec raison.

Les conseils d'administration de l'OIIQ et du Collège des médecins se sont entendus pour enlever certaines barrières qui limitent le plein déploiement de l'expertise des infirmières et leur autonomie. La balle est maintenant dans le camp du gouvernement qui doit concrétiser cette entente en présentant un règlement sur les IPS.

Si Québec tarde à le faire, il découragera des personnes à s'engager dans des études qui n'aboutiront pas à l'autonomie professionnelle recherchée. Ce serait faire mauvais usage des fonds publics de dépenser plus de 1,4 milliard $ si les connaissances des IPS sont sous-utilisées dans les hôpitaux et les cliniques, si elles restent sous la tutelle des médecins ou si elles vont travailler en Ontario parce qu'elles y seront mieux payées.

Note(s) :

Mis à jour : 2017-03-27 17:27 UTC

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

CNW TELBEC

Nom de la source
Canada NewsWire (français)
Type de source
Presse • Communiqués de presse
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Dimanche 26 mars 2017 • 19:55:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 650 mots

Annonce du ministre Gaétan Barrette sur la formation d'IPS - « On se réjouit, mais pas trop! » - Nancy Bédard

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ

MONTRÉAL, le 26 mars 2017 /CNW Telbec/ - « On se réjouit que le gouvernement décide enfin de vouloir réaliser son engagement de former 2000 infirmières praticiennes spécialisées (IPS). On se réjouit aussi qu'il s'engage à ce que les IPS puissent compter sur des milieux de stages. Si cela s'avère, ce sera de bonnes nouvelles pour les IPS et les patients. On se réjouit, mais pas trop. Nous allons attendre les résultats parce qu'avec ce gouvernement, dans le registre de l'amélioration de la pratique infirmière, c'est l'accumulation des rendez-vous manqués, des déceptions », a déclaré la vice-présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ, Nancy Bédard.

Pour la FIQ, si le ministre de la Santé et des Services sociaux veut atteindre cet objectif, et c'est ce qu'on souhaite, il doit régler des problèmes importants que vivent les IPS. Elles subissent plusieurs barrières quant à l'exercice de leur pratique professionnelle. Les lignes directrices qui encadrent leur pratique sont développées conjointement par l'OIIQ et le Collège des médecins. Par exemple, actuellement les IPS peuvent prescrire des médicaments et des tests diagnostiques uniquement si ceux-ci sont sur des listes préétablies. Elles ne peuvent donner de congés médicaux en centre hospitalier, faire des demandes de consultation auprès de médecins spécialistes ou compléter la documentation de la CNESST ou de la SAAQ. Les IPS en soins de première ligne ne peuvent amorcer le traitement de maladies chroniques. La réglementation à venir doit éliminer ces irritants à l'autonomie professionnelle et par conséquent à l'optimisation de la pratique des IPS.

« Si le gouvernement veut réussir, il doit mettre fin à ces obstacles qui mettent la pratique des IPS sous la tutelle des médecins. S'il n'agit pas sur le corporatisme médical, le ministre Barrette manquera le bateau », a indiqué Mme Bédard.

Attraction et rétention

Après plus de douze ans d'existence de la profession d'IPS, les conditions actuelles font en sorte qu'il est difficile non seulement d'attirer, mais aussi de retenir les infirmières dans cette fonction. L'obtention, lors de la dernière négociation, d'un comité de travail offre une opportunité aux IPS d'identifier les diverses problématiques vécues dans la pratique afin d'entreprendre les discussions avec le gouvernement. Parmi ces problèmes, la FIQ rappelle que les IPS sont moins bien payées au Québec que dans plusieurs autres provinces canadiennes, notamment l'Ontario. Pourtant

© 2017 Canada NewsWire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170326·FW·0c8432

les IPS québécoises sont davantage formées. Des employeurs ne reconnaissent pas l'entièreté des années de scolarité supplémentaires aux fins de reconnaissance dans les échelles salariales.

« L'annonce d'aujourd'hui est une bonne nouvelle, mais ça va prendre beaucoup plus. Le gouvernement et le ministre devront faire beaucoup plus que la contribution des IPS soit optimale. Ils devront faire beaucoup plus pour reconnaître et respecter leur travail. Le ministre doit faire en sorte que les obstacles soient levés sinon, il échouera », a ajouté Nancy Bédard.

« À la FIQ, on a fait beaucoup pour faire reconnaître la pratique professionnelle des IPS. On a, entre autres, financé la recherche de la Clinique SABSA de Québec. On a contribué à mettre sur pied la clinique de proximité de la Petite-Nation et celle de Montréal-Nord. Nous sommes heureuses que le ministre Barrette s'intéresse aux IPS parce que jusqu'à présent il s'est toujours montré hostile à l'implantation de nouveaux modèles de soins de première ligne qui misent sur les compétences des infirmières et des IPS », a conclu Nancy Bédard.

À propos de la FIQ

La Fédération représente plus de 66 000 professionnelles en soins infirmiers et cardiorespiratoires, soit la grande majorité des infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques oeuvrant dans les établissements publics québécois.

SOURCE Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ

Consulter le contenu original : http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/March2017/26/c8432.html

Contact

Manuel Dionne, Communications FIQ, Cellulaire : 514 210-6579, mdionne@fiqsante.qc.ca

Note(s) :

A l'attention National Editors

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

CNW TELBEC

Nom de la source
Canada NewsWire (français)
Type de source
Presse • Communiqués de presse
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Vendredi 24 mars 2017 • 12:04:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 1099 mots

Budget du gouvernement du Québec - Un sérieux coup de barre s'impose en santé

Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ

MONTRÉAL, le 24 mars 2017 /CNW Telbec/ - « Après des années de compressions et de réformes inefficaces, le réseau de la santé a besoin de réinvestissements majeurs. Les patients tout comme les travailleuses et travailleurs du réseau ne doivent plus faire les frais des mauvaises décisions libérales. » C'est en ces termes que la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ, Régine Laurent, a présenté les attentes de son organisation en prévision du budget du gouvernement du Québec qui sera déposé mardi prochain. Pour l'occasion, Mme Laurent était accompagnée de la vice-présidente et du trésorier de la FIQ, Nancy Bédard et Roberto Bomba.

Lors des consultations prébudgétaires du ministre des Finances, la FIQ a fait valoir, auprès du ministre Leitão, l'importance d'avoir un financement non seulement suffisant, mais aussi intelligent!

Réinvestir en santé et en services sociaux pour répondre aux besoins de la population

« Durant les derniers mois, nous avons visité toutes les régions du Québec. Nous avons constaté tout le désastre qu'ont engendré les réformes du ministre de la Santé et les compressions imposées par les libéraux. Pour être en mesure d'assurer des soins sécuritaires et de qualité aux patients, le gouvernement doit cesser la spirale des compressions et réinvestir en santé », a poursuivi la vice-présidente de la FIQ, Nancy Bédard.

Pour y arriver, la FIQ estime que la croissance des dépenses de programmes en santé et services sociaux par rapport à 2016-2017 doit être minimalement de 4 % (ou 1,4 milliard de dollars).

« Considérant les sommes déjà engagés, 4 % d'augmentation des dépenses de programmes ne nous apparaît pas du tout exagéré. De plus, ce financement supplémentaire de permettra pas d'effacer les dommages causés par les compressions de plus de 1,8 milliard de dollars des deux dernières années », a indiqué Roberto Bomba.

Des cliniques de proximité pour améliorer l'accessibilité aux soins

La FIQ demande le financement pour l'implantation de 10 cliniques de proximité interdisciplinaires basées sur le travail infirmier (modèle SABSA) et intégrées dans le réseau public de santé, et ce, dans différentes régions du Québec.

« Devant le refus obstiné du ministre Barrette d'implanter des cliniques de proximité, nous nous tournons maintenant vers le ministre des Finances pour mettre en oeuvre un modèle de cliniques

© 2017 Canada NewsWire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170324·FW·0c4987

qui a fait ses preuves. Pour une seule année d'existence, la clinique SABSA de Québec aura permis de réaliser des économies de l'ordre de 118 900,68 $ annuellement en substitution de services traditionnellement médicaux. En plus des économies que ce modèle permet de réaliser, l'organisation des soins rend les services accessibles et de qualité, car elle est axée sur une prise en charge globale des patients. Moins de 5 % des patients ayant consulté une infirmière ou une infirmière praticienne spécialisée de la clinique ont dû être référé vers un autre professionnel de la santé », a déclaré Nancy Bédard.

Réduire la surcharge de travail : une dépense qui rapporte !

« En plus des drames humains qu'elle engendre, la surcharge de travail chez les professionnelles en soins coûte cher à l'État. Même si la surcharge était déjà présente avant la réforme du ministre Barrette, nous constatons une augmentation de la surcharge de travail chez nos membres depuis 2015. Nous avons remarqué que le temps supplémentaire obligatoire (TSO) est en croissance dans bon nombre d'établissements au Québec. On a vu des professionnelles en soins être forcées de travailler plus de 20 heures d'affilée. C'est une situation dangereuse et inacceptable », a affirmé Régine Laurent.

Pour régler en partie le problème de surcharge de travail, la FIQ demande au ministre des Finances de financer des projets-pilotes de ratios professionnelles en soins/patients. Par exemple, en Californie, en comparant la période précédant l'instauration de tels ratios (1999-2003) et les quatre premières années de leur mise en oeuvre (2005-2009), une réduction des accidents de travail de 31,6 % pour les infirmières et de 38,2 % pour les infirmières auxiliaires ont été observées.

« Devant la multiplication de situation de ratios inacceptables, particulièrement en CHSLD, le ministre de la Santé annonce un peu partout l'instauration de nouveaux ratios dans divers CSHLD. Le problème, c'est que le ministre privilégie une approche paramétrique qui, dans plusieurs cas, est synonyme de baisse de service en coupant notamment des postes d'infirmières auxiliaires. Le ministre et le ministère agissent sans se préoccuper de la nature des soins offerts dans les établissements et des situations particulières », a ajouté Nancy Bédard.

Rétablir un poste de Commissaire à la santé et au bien-être

La FIQ a également demandé au ministre des Finances de rétablir le poste de Commissaire à la santé et au bien-être aboli lors du dernier budget. Il est essentiel de rendre disponibles des évaluations neutres et objectives permettant d'apprécier l'évolution du système de santé et de services sociaux, notamment pour documenter l'impact des réformes Barrette. Il est également important de diffuser et de mettre à jour en continu des indicateurs concernant la qualité et la sécurité des services et des soins, permettant notamment la comparaison avec d'autres juridictions. Et il est urgent de simplifier l'accès aux données des banques clinico-administratives du MSSS et de la RAMQ pour les chercheurs et les organismes oeuvrant dans le secteur de la santé.

Prévenir pour mieux guérir

Finalement, la FIQ a demandé au gouvernement d'investir significativement en prévention. Les mauvaises habitudes de vie ont des conséquences majeures sur notre réseau de la santé. À titre d'exemple, dans son dernier rapport le CSBE notait qu' « *Un effort pour contrer les habitudes de vie nocives pour la santé, comme le tabagisme (20 % des Québécois fument) et le manque d'activité physique (48 % des Québécois sont sédentaires pendant leurs loisirs), demeure souhaitable au Québec. Notons qu'entre 1975 et 2015, la part du budget consacré à la santé publique en Ontario et en Colombie-Britannique a plus que doublé, alors qu'on la diminuait au Québec.* »

« C'est, en quelque sorte, le budget de la dernière chance pour les libéraux. Ils ont tout en main pour régler les problèmes et assurer la pérennité et la qualité des soins de santé au Québec. La balle est dans leur camp! », a conclu la présidente de la FIQ.

À propos de la FIQ

La Fédération représente plus de 66 000 professionnelles en soins infirmiers et cardiorespiratoires, soit la grande majorité des infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes et perfusionnistes cliniques oeuvrant dans les établissements publics québécois.

SOURCE Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec - FIQ

Consulter le contenu original : http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/March2017/24/c4987.html

Contact

Manuel Dionne, Communications FIQ, Cellulaire : 514 210-6579, mdionne@fiqsante.qc.ca

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Note(s) :

A l'attention Health Editors

EUREKA
UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Nom de la source
L'Avant-Poste (Matane, QC)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Hebdomadaire
Couverture géographique
Locale
Provenance
Matane, Québec, Canada

p. 3

Mercredi 22 mars 2017

L'Avant-Poste (Matane, QC) • no. Vol. 01 n° 13 • p. 3 • 591 mots

Autonomie en santé réclamée dans La Matapédia

Jean-François Desaulniers

FORUM SOINS DE SANTÉ. Ce sont finalement plus de 225 personnes qui ont participé au Forum citoyen sur l'avenir des soins de santé dans La Matapédia. Plusieurs des intervenants s'entendaient pour dire que si le gouvernement n'est pas à l'écoute des demandes citoyennes, la communauté devra prendre en charge ses soins ou envisager un modèle coopératif de soins.

En première partie de la journée, les conférenciers André-Pierre Contandriopoulos, Jean-Pierre Girard, Pierre Joubert et Marc-André Maranda ont pris la parole pour laisser place, en après-midi aux ateliers et aux questions citoyennes. Le chercheur et professeur de l'Université de Montréal André-Pierre Contadriopoulos a d'abord parlé de plusieurs systèmes de santé mondiaux qui sont en crise, en raison des luttes au déficit, du vieillissement de la population et diverses réformes. Puis, Jean-Pierre Girard, expert-conseil en entreprenariat collectif est venu montrer à la population l'exemple de trois types de cliniques coopératives où les citoyens ont choisi de faire table rase face au modèle actuel, la Clinique Pointe Saint-Charles de Montréal (clinique communautaire qui a un statut d'organisme privé conventionné mais avec un mandat de CLSC), la Coopérative de santé des Grès (Mauricie) et la Coopérative de solidarité SABSA de

(Photo TC Media-Jean-Francois Desaulniers)

Plus de 225 personnes ont pris part au Forum sur l'avenir des soins de santé,

Québec. Selon M. Girard, 81 millions de personnes dans le monde ont actuellement recours aux mutuelles en santé et au Brésil, 1 médecin sur 3 travaille dans une coopérative.

«Chez les trois exemples nommés au Québec, on peut parler de combattants qui se sont battus pour maintenir leur spécificité et leur autonomie citoyenne et ca fonctionne», dit-il. Pour le porte-parole du Forum, Alain Paquet, la journée a été profitable puisque les recommandations adoptées seront portés au gouvernement et un plan d'action concret doit venir, dans les prochaines semaines.

«La formule actuelle ne répond pas aux besoins de la population matapédienne. Sans mettre de côté complètement le réseau public, il y a certainement des modèles de gouvernance plus efficients que celui qu'on connait actuellement. La suite logique est un plan d'action avec des actions administratives et politiques et nous aurons à décliner le tout dans le temps», ajoute-il.

Il ajoute que des consensus se sont dégagés de cette journée et ils guideront la mise sur pied d'un plan d'action. «Nous

© 2017 L'Avant-Poste (Matane, QC). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170322·QAV·0001

avons la recommandation d'explorer divers scénarios de gouvernance, reprendre notre pouvoir décisionnel en santé et la population a dit qu'elle allait nous suivre. La MRC a aussi confirmé devant les citoyens qu'elle allait poursuivre son implication dans la suite des choses».

Avenir du CISSS de La Matapédia : coopérative, plus d'autonomie ?

Le porte-parole de Québec Solidaire Amir Khadir n'a pas caché que l'accessibilité aux soins de santé est compromise par les coupures de 20 millions de dollars imposées au Bas-Saint-Laurent. Pour le chef de l'opposition, Jean-Francois Lisée, «les coopératives font partie de la solution sans être la seule envisageable pour La Matapédia puisque les urgences doivent continuer d'exister.» Le député de Matane-Matapédia Pascal Bérubé a reconnu que le manque d'écoute du gouvernement dans les régions pourrait lui jouer des tours en campagne électorale. «En 2015, j'avais eu l'idée de tenir ce Forum et les citoyens ont très bien mené ce projet. Les Matapédiens sont novateurs : ici, le modèle coopératif existe en alimentation, dans le domaine forestier et dans d'autres domaines. Et il y a une recette à coup sûr pour s'éviter une centralisation en santé, c'est de voter et de s'assurer que M. Barrette ne soit plus ministre de la Santé», dit-il.

jean-francois.desaulniers@tc.tc

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

leSoleil

Nom de la source
Le Soleil (tablette)
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Québec, Québec, Canada

Dimanche 19 mars 2017

Le Soleil (tablette) • 704 mots

Aussi paru dans 18 mars 2017 - La Presse (site web); Le Soleil (Québec, QC) (site web)

Services de santé: ras-le-bol dans la Matapédia

Johanne Fournier

Le Soleil

«On tient à notre hôpital, est venue dire une retraitée de l'établissement d'Amqui dans un témoignage empreint d'émotion. Si vous en voulez pas, de notre hôpital, laissez-nous le gérer!» Ce cri du coeur de Raymonde Vaillancourt a fait l'objet d'une ovation spontanée de la part des 235 participants du Forum citoyen sur l'avenir des soins de santé dans la Matapédia, qui s'est tenu samedi à Amqui.

Amqui - Des élus de la MRC, des médecins, des professionnels de la santé et des citoyens sont venus exprimer leur ras-le-bol de la réforme de la santé du ministre Gaétan Barrette. Le chef de l'opposition officielle, Jean-François Lisée, le co-porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir, et le député de Matane-Matapédia, Pascal Bérubé, ont participé à une partie des échanges.

Ni la présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) du Bas-Saint-Laurent, Isabelle Malo, ni aucun de ses gestionnaires n'ont répondu à l'invitation des organisateurs du forum. «Ils ont décliné l'invitation, déplore le porte-parole de l'événement et ancien directeur général du Centre de santé et de services sociaux de la Matapédia, Alain Paquet. C'est décevant que ces gens-là ne viennent pas écouter, discuter ou ouvrir un dialogue qui pourrait être constructif. Ça aurait démontré une ouverture à la situation vécue par la population de la Matapédia qui essaie de se positionner pour contrer les effets négatifs de la réforme actuelle.»

PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE JOHANNE FOURNIER

Plus de 225 personnes ont participé au Forum citoyen sur l'avenir des soins de santé dans la Matapédia, samedi à Amqui.

«Les employés sont écoeurés, a raconté Mme Vaillancourt. Ils n'ont plus le droit de parole. Ce qui les guette, ce sont des mesures disciplinaires. On vit sous un régime de terreur. L'humanisation des soins, il n'y en a plus. On exige à des patients d'être plus de 24 heures sur une civière. Les personnes âgées, on doit les envoyer le plus rapidement à la maison. Pourquoi? Parce que c'est plus rentable.

© 2017 Le Soleil (tablette). Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20170319-TLS-5080077

Mme Malo veut pas être ici parce qu'elle veut pas entendre toutes les souffrances qui se vivent ici!»

Des conférenciers ont nourri la réflexion. Parmi eux, le professeur émérite de l'Université de Montréal, André-Pierre Contandriopoulos, a soutenu que le statu quo ne pouvait plus durer. «Les services de santé se détériorent, a-t-il dit. Le Québec est un des pires pays, après les États-Unis, quant à la qualité de ses soins de santé!» Selon lui, le réseau de la santé est en crise.

De l'avis d'un autre conférencier, Jean-Pierre Girard, un expert-conseil en entrepreneuriat collectif, la solution passe par les coopératives de santé. En juin, la Ville d'Amqui a demandé à Québec de lui vendre l'hôpital et les établissements de santé de la Matapédia pour la somme symbolique de 1 $. En retour, la Ville s'engagerait à mettre en place une coopérative de santé.

Parmi les exemples de succès en matière de coopératives de santé, M. Girard a cité le cas de la Clinique SABSA, située dans la basse-ville de Québec. «Il faut prendre le changement par la main avant qu'il nous prenne par la gorge», a conclu M. Girard en citant Winston Churchill, avant d'être chaleureusement applaudi.

Soutien de l'opposition

Deux partis d'opposition ont assuré les participants du forum de leur soutien dans leur volonté de prendre en charge leurs soins de santé et de services sociaux. «Il y a ici un modèle qui peut très bien fonctionner, a soutenu Amir Khadir de Québec solidaire. Nous, on y croit. Pour le moment, il faut sauver ce qu'il est possible de sauver des griffes d'un gouvernement qui est déterminé à démanteler et à déconstruire ce qu'on a bâti.»

«Des coopératives de santé, ça fait partie de la solution, en particulier depuis que les docteurs qui nous gouvernent ont centralisé à outrance», a indiqué Jean-François Lisée du Parti québécois.

Le chef de l'opposition officielle a cependant exprimé une réserve par rapport à l'idée de transformer l'hôpital d'Amqui en coopérative. «Ça, c'est plus compliqué, a reconnu M. Lisée. Je pense qu'un hôpital doit être dirigé de façon plus pluridisciplinaire.» Selon lui, il faudrait réintégrer les bénévoles dans les conseils d'administration afin que les citoyens soient au coeur des décisions de leur système de santé.

Note(s) :

Mis à jour : 2017-03-18 21:23 UTC

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

leSoleil

Nom de la source
Le Soleil
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Hebdomadaire
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Québec, Québec, Canada

p. 15

Dimanche 19 mars 2017

Le Soleil • no. Vol. 121 n° 80 • p. 15 • 547 mots

Aussi paru dans 18 mars 2017 - La Presse (site web)

«On tient à notre hôpital»

La population de la Matapédia dit son ras-le-bol de la réforme de la santé

Johanne Fournier

Collaboration spéciale

PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE JOHANNE FOURNIER

Pour une communauté qui veut prendre en main ses services de santé, la solution passe par la création de coopératives, selon Jean-Pierre Girard, expert-conseil en entrepreneuriat collectif.

AMQUI - «On tient à notre hôpital», est venue dire une retraitée de l'établissement d'Amqui dans un témoignage empreint d'émotion. «Si vous n'en voulez pas, de notre hôpital, laissez-nous le gérer!» Ce cri du cœur de Raymonde Vaillancourt a fait l'objet d'une ovation spontanée de la part des 235 participants du Forum citoyen sur l'avenir des soins de santé dans la Matapédia, qui s'est tenu samedi à Amqui.

Des élus de la MRC, des médecins, des professionnels de la santé et des citoyens sont venus exprimer leur ras-le-bol de la réforme de la santé du ministre Gaétan Barrette. Le chef de l'opposition officielle, Jean-François Lisée, le co-porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir et le député de Matane-Matapédia, Pascal Bérubé, ont participé à une partie des échanges.

Ni la présidente-directrice générale du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) du Bas-Saint-Laurent, Isabelle Malo, ni aucun de ses gestionnaires n'ont répondu à l'invitation des organisateurs du forum. «Ils ont décliné l'invitation», déplore le porte-parole de l'événement et ancien directeur général du Centre de santé et de services sociaux de la Matapédia, Alain Paquet. «C'est décevant que ces gens-là ne viennent pas écouter, discuter ou ouvrir un dialogue qui pourrait être constructif. Ça aurait démontré une ouverture à la situation vécue par la population de la Matapédia, qui essaie de se positionner pour contrer les effets négatifs de la réforme actuelle.»

«Les employés sont écœurés, a raconté Mme Vaillancourt. Ils n'ont plus le droit de parole. Ce qui les guette, ce sont des mesures disciplinaires. On vit sous un régime de terreur. L'humanisation des soins, il n'y en a plus. On exige à des patients d'être plus de 24 heures sur une civière. Les personnes âgées, on doit les envoyer le plus rapidement à la maison. Pourquoi? Parce que c'est plus rentable. Mme Malo veut pas être ici parce qu'elle veut pas entendre toutes les souffrances qui se vivent ici!»

Des conférenciers ont nourri la réflexion. Parmi eux, le professeur émérite de

© 2017 Le Soleil. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170319·LS·0015

l'Université de Montréal, André-Pierre Contandriopoulos, a soutenu que le statu quo ne pouvait plus durer. «Les services de santé se détériorent, a-t-il dit. Le Québec est un des pires pays, après les États-Unis, quant à la qualité de ses soins de santé!» Selon lui, le réseau de la santé est en crise.

Comme Sabsa

De l'avis d'un autre conférencier, Jean-Pierre Girard, un expert-conseil en entrepreneuriat collectif, la solution passe par les coopératives de santé. En juin, la Ville d'Amqui a demandé à Québec de lui vendre l'hôpital et les établissements de santé de la Matapédia pour la somme symbolique de 1 $. En retour, la Ville s'engagerait à mettre en place une coopérative de santé.

Parmi les exemples de succès en matière de coopératives de santé, M. Girard a cité le cas de la clinique SABSA, située dans la basse-ville de Québec. «Il faut prendre le changement par la main avant qu'il nous prenne par la gorge», a conclu M. Girard en citant Winston Churchill, avant d'être chaleureusement applaudi.

EUREKA
UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Nom de la source
L'Avant-Poste (Matane, QC) (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
Hebdomadaire
Couverture géographique
Locale
Provenance
Matane, Québec, Canada

Samedi 18 mars 2017

L'Avant-Poste (Matane, QC) (site web) • 520 mots

Autonomie réclamée en santé dans La Matapédia

FORUM SOINS DE SANTÉ. Ce sont finalement plus de 225 personnes qui ont participé au Forum citoyen sur l'avenir des soins de santé dans La Matapédia. Plusieurs des intervenants s'entendaient pour dire que si le gouvernement n'est pas à l'écoute des demandes citoyennes, la communauté devra prendre en charge ses soins ou envisager un modèle coopératif de soins.

Nous avons la recommandation d'explorer divers scénarios de gouvernance, reprendre notre pouvoir décisionnel en santé Alain Paquet

En première partie de la journée, les conférenciers André-Pierre Contandriopoulos, Jean-Pierre Girard, Pierre Joubert et Marc-André Maranda ont pris la parole pour laisser place, en après-midi aux ateliers et aux questions citoyennes. Le chercheur et professeur de l'Université de Montréal André-Pierre Contadriopoulos a d'abord parlé de plusieurs systèmes de santé mondiaux qui sont en crise, en raison des luttes au déficit, du vieillissement de la population et diverses réformes.

--> Le spécialiste en coopération Jean-Pierre Girard discute des coopératives en santé. Photo TC Media-Jean-Francois Desaulniers

Puis, Jean-Pierre Girard, expert-conseil en entreprenariat collectif est venu montrer à la population l'exemple de trois types de cliniques coopératives où les citoyens ont choisi de faire table rase face au modèle actuel, la Clinique Pointe Saint-Charles de Montréal (clinique communautaire qui a un statut d'organisme privé conventionné mais avec un mandat de CLSC), la Coopérative de santé des Grès (Mauricie) et la Coopérative de solidarité SABSA de Québec. Selon M. Girard, 81 millions de personnes dans le monde ont actuellement recours aux mutuelles en santé et au Brésil, 1 médecin sur 3 travaille dans une coopérative.

Pour le porte-parole du Forum, Alain Paquet, la journée a été profitable puisque les recommandations adoptées seront portés au gouvernement et un plan d'action concret doit venir, dans les prochaines semaines.

Il ajoute que des consensus se sont dégagés de cette journée et ils guideront la mise sur pied d'un plan d'action. « Nous avons la recommandation d'explorer divers scénarios de gouvernance, reprendre notre pouvoir décisionnel en santé et la population a dit qu'elle allait nous suivre. La MRC a aussi confirmé devant les citoyens qu'elle allait poursuivre son implication dans la suite des choses ».

Avenir du CISSS de La Matapédia : coopérative, plus d'autonomie ?

Le chef de l'opposition, Jean-Francois Lisée, n'a pas caché que le modèle de la Coopérative SABSA à Québec a dû

© 2017 L'Avant-Poste (Matane, QC) (site web). Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170318·WQAV·008

être défendu avec vigueur par sa formation politique pour assurer sa viabilité et il a mentionné que « les coopératives font partie de la solution sans être la seule envisageable pour La Matapédia puisque les urgences doivent continuer d'exister». Le député de Matane-Matapédia Pascal Bérubé a reconnu que le manque d'écoute du gouvernement dans les régions pourrait lui jouer des tours en campagne électorale. « En 2015, j'avais eu l'idée de tenir ce Forum et les citoyens ont très bien mené ce projet. Les Matapédiens sont novateurs : ici, le modèle coopératif existe en alimentation, dans le domaine forestier et dans d'autres domaines. Et il y a une recette à coup sûr pour s'éviter une centralisation en santé, c'est de voter et de s'assurer que M. Barrette ne soit plus ministre de la Santé», dit-il.

Cet article est paru dans L'Avant-Poste (Matane, QC) (site web)

http://www.lavantposte.ca/actualites/2017/3/18/autonomie-reclamee-en-sante-dans-la-matapedia.html

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

CNW TELBEC

Nom de la source
Canada NewsWire (français)
Type de source
Presse • Communiqués de presse
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Nationale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Mercredi 8 février 2017 • 13:34:00 UTC -0500

Canada NewsWire (français) • 840 mots

La Fondation de l'OIIQ octroie 275 000 $ au profit des populations vulnérables - Un nouveau prix Coup de coeur leadership pour soutenir les solutions infirmières

Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

MONTRÉAL, le 8 févr. 2017 /CNW Telbec/ - La Fondation de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) remet la subvention *Pour mieux soigner* , d'une valeur de 250 000 $, aux **six unités de soins intensifs néonatals (USIN) du Québec** . La création de ce partenariat substantiel entre les 6 USIN (le CHU Sainte-Justine, le Centre universitaire de santé McGill, le CHU de Québec, l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, le CHU de Sherbrooke et l'Hôpital Général Juif) et quatre universités québécoises vise à concerter les efforts infirmiers afin d'améliorer les résultats de santé des nouveau-nés prématurés et leurs familles.

La Fondation de l'OIIQ, motivée par la volonté de diversifier son type d'appui, crée également un nouveau prix, *Coup de coeur leadership* , d'une valeur de 25 000 $ pour améliorer l'accès aux soins, grâce à l'expertise infirmière. « Quotidiennement, des gens, souvent souffrants, font face à la difficulté d'accéder aux soins dont ils ont besoin. Dans bien des cas, les infirmières ont les connaissances pour les aider. On se doit de faire la promotion de cette expertise. Lorsque le prix *Coup de coeur leadership* a été proposé, naturellement, la Clinique SABSA - véritable emblème de l'autonomie infirmière par sa pratique novatrice - nous apparaissait comme le premier récipiendaire », souligne la présidente de la Fondation de l'OIIQ, **Lyne Tremblay** .

Un environnement technologique empreint d'humanité

Près de 6 000 enfants naissent prématurément chaque année, parmi lesquels 1 200 naîtront avant 32 semaines de grossesse1. La santé des nouveau-nés prématurés requiert des soins complexes, un environnement hautement technologique et des professionnels spécialisés. Dans ce contexte, l'harmonisation et l'implantation des meilleures pratiques infirmières, tels le soutien à l'allaitement maternel et le contact peau à peau, peuvent s'avérer complexes. La subvention *Pour mieux soigner* vise justement à intensifier la collaboration interprofessionnelle, les échanges entre les six centres hospitaliers du Québec spécialisés en soins néonatals et le transfert des données probantes, afin d'implanter les meilleures pratiques infirmières et d'obtenir de meilleurs résultats de soins.

« Par leurs compétences professionnelles et leur position de proximité, les infirmières jouent un rôle clé et essentiel

© 2017 Canada NewsWire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170208·FW·0c4209

auprès de cette clientèle aux besoins particuliers, entre autres pour reconnaître certains comportements en vue de déceler rapidement les complications. Elles accompagnent les parents dans les soins complexifiés que requiert un bébé prématuré. Il est connu que la qualité des soins infirmiers reçus influence à long terme la santé des nouveau-nés prématurés et celle de leur famille », rappelle la présidente de la Fondation.

Un nouveau prix : *Coup de coeur leadership*

La Fondation de l'OIIQ remettra, pour la première fois, le prix *Coup de coeur leadership* , dont l'objectif est de mettre en lumière l'importance du rôle des infirmières et infirmiers et de reconnaître un organisme qui met en valeur la profession infirmière, en le soutenant financièrement dans la poursuite de sa mission. La coopérative de solidarité **SABSA** , dirigée par **Isabelle Têtu** , infirmière praticienne spécialisée, offre des soins de première ligne en plus d'accompagner les personnes aux prises avec l'hépatite C, en misant sur l'autonomie infirmière. En effet, moins de 5 % des consultations réalisées par l'infirmière ont nécessité une référence vers un professionnel de la santé extérieur2. SABSA a maintes fois prouvé sa raison d'être auprès des plus vulnérables, mais aussi de toute la population, en démontrant que les cliniques infirmières sont une solution pour un meilleur accès aux soins de santé.

Programme de subvention *Pour mieux soigner*

Lancé en 2013, le programme *Pour mieux soigner* de la Fondation est assorti d'une subvention de 250 000 $ destinée à favoriser l'avancement de la profession infirmière. Par l'entremise de ce programme, la Fondation appuie des projets concrets qui valorisent la contribution des infirmières et infirmiers au suivi des personnes tout au long du continuum de soins et de services ou en fin de vie, et qui permettent d'améliorer la qualité des soins offerts à la population.

À propos de la Fondation de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

La Fondation de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec a pour mission de promouvoir l'intérêt et l'avancement des sciences infirmières et des soins infirmiers, au bénéfice des patients. Depuis 1987, la Fondation de l'OIIQ (auparavant la FRESIQ) a octroyé près de cinq millions de dollars au financement des progrès réalisés dans les sciences infirmières.

1 Johnston, K. M., Gooch, K., Korol, E., Vo, P., Eyawo, O., Bradt, P., et Levy, A. (2014). *The economic burden of prematurity in Canada . BMC Pediatrics, 14, 93* .

2 Duhoux, Arnaud, Contandriopoulos, Damien, Roy, Bernard, Laroche, Dominique, et Mattmann, Sylvie.(2016). *La Coopérative de solidarité SABSA : Rapport préliminaire : Mise à jour 2015* .

SOURCE Ordre des infirmières et infirmiers du Québec

Pour voir ce communiqué en format HTML, prière d'utiliser l'adresse suivante : http://www.newswire.ca/fr/releases/archive/February2017/08/c4209.html

Contact

Colette Ouellet, Directrice des communications, OIIQ, 514 604-2298, colette.ouellet@oiiq.org; Karina Sieres, Conseillère, Relations publiques, OIIQ, 514 935-2501, poste 400, 514 895-1987 (cellulaire), karina.sieres@oiiq.org

Note(s) :

A l'attention Health Editors

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

LE DEVOIR.com

Nom de la source
Le Devoir (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Mercredi 8 février 2017

Le Devoir (site web) • 311 mots

Barrette n'apprécie pas l'arrivée d'une clinique de soins infirmiers à Montréal

Isabelle Porter à Québec

L'apparition à Montréal-Nord d'une clinique de soins infirmiers de proximité, à l'image de SABSA à Québec, irrite le ministre de la Santé Gaétan Barette. À ses yeux, un tel service n'est « pas nécessaire » et éloigne les infirmières d'autres lieux en manque de personnel.

Le ministre reproche à la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIS) de vouloir développer « un service qui n'est pas nécessaire » . « Je trouve ça déplorable » , a-t-il déclaré mercredi matin.

Samedi, Le Devoir révélait que la FIQ soutenait la création d'une nouvelle clinique de soins infirmiers dans un immeuble de Montréal-Nord. Le service, qui doit ouvrir officiellement au printemps, s'inspirerait du modèle de la clinique SABSA à Québec. Des infirmières et des travailleurs sociaux y offriraient des soins destinés aux personnes âgées, aux nouveaux arrivants et aux jeunes du coin. Contrairement à SABSA, toutefois, des médecins pourraient s'y rendre à l'occasion.

Mercredi, le ministre Barrette a également reproché à la FIQ de ne pas plutôt encourager ses membres à travailler dans les CHSLD. « On a investi 65 millions de dollars dans les CHSLD pour embaucher du personnel, dont des infirmières, techniciennes et auxiliaires. C'est quoi leur idée de ne pas stimuler leurs membres à aller travailler là où y a des besoins criants? »

La clinique de Montréal-Nord est le troisième projet de clinique axée sur la profession infirmière soutenue par la FIQ. La première, la clinique SABSA, a fait l'objet d'une bataille politique de plusieurs mois pour convaincre le gouvernement du Québec de la reconnaître et de contribuer à son financement.

Après avoir échappé à la fermeture grâce à une campagne de sociofinancement, SABSA a finalement conclu une entente avec le CIUSSS de la Capitale-Nationale, qui finance désormais le tiers de ses activités.

Cet article est paru dans Le Devoir (site web)

http://www.ledevoir.com/societe/sante/491153/barrette-n-apprecie-pas-l-arrivee-d-une-clinique-infirmiere-a-montreal

© 2017 Le Devoir (site web). Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170208·LEW·491153

Nom de la source
La Presse+
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

p. débats_6

Mercredi 8 février 2017

La Presse+ • p. DÉBATS_6 • 681 mots

OPINION- SANTÉ

On s'éloigne de la médecine de proximité

Gilles Julien

Je suis médecin depuis 46 ans et j'adore mon métier qui est aussi une science et un art.

Il est fait de compassion, d'engagement et de service.

« You have to serve somebody », comme le chante si bien Dylan !

Je suis au service des enfants et j'espère l'être encore très longtemps parce que c'est le sens de ma vie.

Je crois que beaucoup de médecins se retrouvent dans cette affirmation et dans ces valeurs malgré l'image tellement négative qui ressort publiquement ces dernières années. Il y a certes des médecins qui abusent et qui s'éloignent de la mission ; il y en a qui ne sont plus au service de leur patient et qui ne se préoccupent pas de son bien-être et de sa santé. Or ce constat ne s'applique pas qu'aux médecins car il en va de même avec toutes les professions et les métiers, on est dans l'humain après tout.

Dans les faits, il se fait aujourd'hui de la très bonne médecine de pointe et les avancements de la médecine moderne sont rapides et impressionnants. On ne peut pas en dire autant de l'organisation des soins de santé et des services sociaux car parallèlement, on ne fait que constater quotidiennement le recul des soins de proximité qui devraient constituer la base d'une saine gestion de la médecine et des soins de santé.

Photo Thinkstock

La médecine de proximité « inclut prioritairement les enfants vulnérables, les personnes âgées, les personnes en perte d'autonomie », explique l'auteur.

Il se doit d'exister une médecine faite de prévention et de soins primaires qui permet d'éviter des maladies et surtout qui amène le patient à prendre les dispositions nécessaires pour rester en santé.

Je parle de la médecine de proximité, celle que l'on doit retrouver dans les quartiers et les communautés, celle qui touche l'ensemble des facteurs qui provoquent la maladie.

Cette médecine, accessible à tous dans des délais raisonnables, inclut prioritairement les enfants vulnérables, les personnes âgées, les personnes en perte d'autonomie et touche particulièrement la santé mentale, les soins globaux aux enfants et une contribution interdisciplinaire et intersectorielle.

La médecine est en question parce que les orientations politiques et administratives, la bureaucratie et la toute-puissance de certains leaders amènent un

© 2017 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170208·LAA·0d296883be5a718efa19cd2d9a06a234

chaos qui mine la confiance de la population et qui éloigne du besoin du patient. On en profite pour imposer des réformes qui, loin d'améliorer la situation, ne font que l'empirer. On est en train de détruire un système qui commençait à s'enrayer et qui n'avait besoin que de se recentrer pour le remplacer par pire encore.

Le médecin de bonne volonté ne peut plus agir en guide et en moteur de changement. Il ne peut plus écouter son patient faute de temps parce qu'il sera pénalisé.

On s'éloigne de plus en plus de la médecine de proximité entourée d'une équipe qui permet une compréhension plus globale du patient et des soins plus intégrés que nécessitent les problématiques de plus en plus complexes. Tout se passe comme si on voulait faire du médecin un automate délivreur de médicaments et de bons conseils pour qu'il coûte moins cher sans se rendre compte que cela coûtera beaucoup plus cher et que c'est le patient qui en sortira perdant.

Un espoir

Les 21 Centres de pédiatrie sociale en communauté supportés partiellement par le gouvernement du Québec sont pour moi un espoir que tout n'est pas perdu et qu'il y a place pour l'innovation en santé par les médecins eux-mêmes par l'apport de la médecine intégrée dans les communautés. La possibilité d'une nouvelle clinique de type SABSA à Montréal-Nord à l'instar de celle de Québec est aussi une excellente nouvelle dans le même sens. Sachez cependant que dans ce domaine, les embûches sont grandes et que rien n'est acquis. L'appui de la population reste sans aucun doute notre plus grande force.

Pour ma part, je continue, je persiste et je signe car dans mon cas les enfants sont trop importants pour les laisser soigner au gré des bureaucraties.

Cet article est paru dans La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/0342bdef-7c20-475d-b290-25c121fd9ad1%7C_0.html

Encadré(s) :

« Il se doit d'exister une médecine faite de prévention et de soins primaires. »

Note(s) :

Gilles Julien, Pédiatre social

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

LE DEVOIR

Nom de la source
Le Devoir
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

p. a6

Samedi 4 février 2017

Le Devoir • p. A6 • 690 mots

La clinique SABSA fait des petits à Montréal

Amélie Daoust-Boisvert

Rue Lapierre dans Montréal-Nord, les immeubles multilogements en brique beige s'alignent, et derrière les fenêtres identiques, bien trop de personnes âgées, de nouveaux arrivants ou de jeunes se sentent perdus dans le système de santé. Bientôt, un de ces appartements se transformera en clinique de proximité, avec des infirmières, des travailleurs sociaux, et pourquoi pas, même des médecins à l'occasion.

Vendredi, pour concrétiser le projet, l'organisme communautaire Parole d'excluEs avait invité et prêté le logement libre face à son local à des professionnelles de la santé pour qu'elles voient des patients. La vraie clinique, qui doit ouvrir au printemps, se trouvera dans un appartement de l'immeuble voisin, qui doit encore être peint et équipé pour l'aventure.

Dans une joyeuse cohue -- imaginez des dizaines de personnes dans un petit quatre et demi -- Gina Nianda était tout sourire, puisque le projet de clinique de proximité dont elle rêve est sur le point de se concrétiser. " Ce ne sera pas simplement une clinique. Il faut que ce soit un endroit où les gens se sentent respectés, et non pas jugés. Un endroit accessible, inclusif. Ce sera leur maison ", dit celle qui s'implique dans le comité citoyen qui porte le projet. Une suite à SABSA

Après avoir permis l'ouverture d'une première clinique infirmière de proximité à Québec, la clinique SABSA, Régine Laurent n'allait pas s'arrêter là. La présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé (FIQ) a répondu à l'appel de Parole d'excluEs. Au point de se retrousser les manches : vendredi, elle prenait des mesures de pression sanguine.

Les immeubles appartiennent à la Société d'habitation populaire de l'Est-de-Montréal, la SHAPEM, qui fournira les locaux gratuitement. L'arrondissement a donné 20 000 $. La FIQ investira aussi. Mais il faudra plus, presse Régine Laurent.

" On l'a vu à l'émission Enquête hier, on peut utiliser l'argent public pour faire de grosses structures et rendre des médecins multimillionnaires. Là, nous avons une petite structure qui coûte infiniment moins cher et on doit quémander pour ça ! " s'indigne-t-elle.

Le maire de Montréal, Denis Coderre, Québec, Ottawa... Les citoyens lancent un appel à tous les ordres de gouvernement.

Le CIUSSS du Nord-l'Île-de-Montréal se dit " heureux "qu'il y ait de nouveaux services sur son territoire, sans s'avancer sur un possible financement. " Nous sommes ouverts à la collaboration ", indique le responsable des communica-

© 2017 Le Devoir. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170204·LE·2017-02-04_490869

tions Hugo Larouche, qui confirme que des rencontres ont eu lieu entre le CIUSSS et l'équipe de la clinique de proximité. " Aucune demande formelle de financement ne nous a été déposée ", ajoute-t-il cependant.

Des soins sans jugement

Une table, deux chaises pliantes, quelques instruments, c'est tout ce qui meuble une chambre transformée en bureau de consultation temporaire. " Votre pression est haute, prenez-vous des médicaments ? " demande l'inhalothérapeute Marie-Claude Ouellet à un homme qui n'avait aucune idée que sa tension artérielle lui jouait des tours.

Dans le quartier, il y a des enfants qui n'ont jamais eu de suivi médical, a constaté Régine Laurent. Des femmes qui sont incapables de consulter à la clinique sans rendez-vous où il faut faire la file à 6 h 30 du matin, parce qu'elles s'occupent des enfants d'une voisine qui travaille de nuit.

Mais elle ne veut pas répéter l'expérience de la coopérative SABSA, à Québec, qui a failli fermer lorsque le financement de la FIQ est arrivé à terme. Il aura fallu des mois de mobilisation pour convaincre Québec de financer la clinique et éviter que ses centaines de patients ne soient laissés pour compte.

Cette fois-ci, il faut trouver comment financer la clinique de proximité en amont, martèle Régine Laurent. " On met ça entre les mains des élus, j'attends du concret de leur part ! "

Encadré(s) :

Panorama de Montréal-Nord

Des chercheurs ont dressé un portrait de ce quartier, qui est l'un des plus défavorisés au pays. Le quartier autour de la rue Pelletier est un des plus denses de Montréal. La population est composée à 28 % de jeunes de moins de 18 ans, et le revenu moyen se situe à moins de 23 000 $: c'est 13 000 $ de moins que la moyenne montréalaise. Près d'une personne sur deux consacre plus de la moitié de ses revenus au logement.

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

Nom de la source
La Presse+
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Quotidien
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

p.
actualités_15

Samedi 4 février 2017

La Presse+ • p. ACTUALITÉS_15 • 600 mots

Aussi paru dans 3 février 2017 - La Presse (site web)

Santé

Plaidoyer pour une clinique d'infirmières à Montréal-Nord

Ariane Lacoursière

La Presse

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec espère qu'elle n'aura pas à se battre pour que le projet soit financé.

À l'image de la clinique SAB-SA de Québec, une clinique de proximité tenue par des infirmières espère voir le jour d'ici le printemps à Montréal-Nord. La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) souhaite que les différents gouvernements considèrent sérieusement le projet afin d'éviter d'avoir une fois de plus à « quêter » du financement.

« On apprenait hier dans les médias qu'un contrat de 34 millions de dollars a été accordé pour permettre à des médecins de devenir millionnaires. Et nous, on doit encore se battre pour que de petites structures, infiniment moins chères, voient le jour. J'espère que les élus vont avoir honte qu'on soit obligé de quêter », a déclaré la présidente de la FIQ, Régine Laurent, hier matin à Montréal-Nord.

Un projet en demande

Dès 2015, des organismes communautaires de Montréal-Nord ont consulté la population et constaté que plusieurs citoyens déploraient le manque d'accès aux services de santé dans le quartier.

PHOTO MARTIN ROY, ARCHIVES LE DROIT

« On doit encore se battre pour que de petites structures [...] voient le jour. J'espère que les élus vont avoir honte qu'on soit obligé de quêter », affirme la présidente de la FIQ, Régine Laurent.

Pour la population, dont plusieurs nouveaux arrivants, il était trop facile de s'y perdre.

« Les services sont souvent loin de leur domicile », note Cybel Richer-Boivin, porte-parole de Parole d'excluEs.

« Pour des gens à faible revenu, payer 3,50 $ pour se rendre à la clinique, devoir revenir à la maison car la clinique est pleine et devoir y retourner le lendemain, c'est un frein à l'accès. »

— Cybel Richer-Boivin

L'idée de créer une clinique de proximité a donc vu le jour. L'arrondissement de Montréal-Nord a déjà accordé du financement au projet. Et la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) a accepté de fournir des locaux pour la future clinique.

© 2017 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-© Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170204·LAA·181bd52df32a2186a1e7fb05ce6ebd4c

Hier matin, les locaux de l'organisme Parole d'excluEs rue Lapierre, à Montréal-Nord, étaient fort occupés. Les citoyens du quartier étaient invités à se présenter à la clinique d'un jour tenue par des infirmières, qui se voulait un avant-goût des services qui pourraient leur être offerts dès le printemps.

« On veut cette clinique. Les gens souhaitent un endroit près de chez eux où ils ne seront pas jugés, pas entrés dans un moule. Il y a moyen de faire autrement dans le réseau », affirme Mme Laurent.

Question d'argent

Plusieurs questions restent toutefois à régler avant l'ouverture officielle de la clinique, dont celle du financement. Pour Mme Laurent, il est inacceptable que des projets comme celui-ci en soient toujours « à quêter ».

Présente pour l'annonce, la mairesse de Montréal-Nord, Christine Black, a assuré son appui au projet. Tout comme le documentariste et cofondateur de Montréal-Nord Républik, Will Prosper, qui est heureux que ce projet de clinique « s'attarde aux vrais problèmes de la communauté » et permette de « ramener la confiance au système ». « Les investissements doivent suivre », dit-il.

L'an dernier, la clinique d'infirmières SABSA qui suit près de 1700 patients dans le quartier Saint-Roch, à Québec, a dû se battre d'arrache-pied afin d'obtenir du financement du gouvernement.

Le ministre de la Santé Gaétan Barrette qui avait d'abord critiqué ce « réseau parallèle », a finalement signé une entente pour couvrir le tiers des frais de fonctionnement de la clinique et payer le salaire d'une infirmière praticienne spécialisée, d'une travailleuse sociale ainsi que des fournitures médicales.

Cet article est paru dans La Presse+

http://plus.lapresse.ca/screens/c8c93737-24d4-4f3f-9fc4-1b29409be4d0%7C_0.html

Illustration(s) :

PHOTO YAN DOUBLET, ARCHIVES LE SOLEIL

L'an dernier, la clinique d'infirmières SABSA qui suit près de 1700 patients dans le quartier Saint-Roch, à Québec, a dû se battre d'arrache-pied afin d'obtenir du financement du gouvernement.

EUREKA UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

LA PRESSE

Nom de la source
La Presse
Type de source
Presse • Journaux
Périodicité
Hebdomadaire
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

p. a12

Samedi 4 février 2017

La Presse • no. Vol. 133 n° 16 • p. A12 • 439 mots

Montréal-Nord

Plaidoyer pour une clinique de proximité

Ariane Lacoursière

À l'image de la clinique SABSA de Québec, une clinique de proximité tenue par des infirmières espère voir le jour d'ici le printemps à Montréal-Nord. La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) souhaite que les différents ordres de gouvernement étudient sérieusement le projet afin d'éviter d'avoir une fois de plus à «quêter» du financement.

«On apprenait hier dans les médias qu'un contrat de 34 millions de dollars a été accordé pour permettre à des médecins de devenir millionnaires. Et nous, on doit encore se battre pour que de petites structures, infiniment moins chères, voient le jour. J'espère que les élus vont avoir honte qu'on soit obligés de quêter», a déclaré la présidente de la FIQ, Régine Laurent, hier matin à Montréal-Nord.

Dès 2015, des organismes communautaires de Montréal-Nord ont consulté la population et constaté que plusieurs citoyens déploraient le manque d'accès aux services de santé dans le quartier. Pour la population, dont plusieurs nouveaux arrivants, il était trop facile de s'y perdre.

«Les services sont souvent loin de leur domicile. Pour des gens à faible revenu, payer 3,50$ pour se rendre à la clinique, devoir revenir à la maison car la clinique est pleine et devoir y retourner le lendemain, c'est un frein à l'accès», note Cybel Richer-Boivin, porte-parole de Parole d'excluEs.

L'idée de créer une clinique de proximité a donc vu le jour. L'arrondissement de Montréal-Nord a déjà accordé du financement au projet. Et la Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal (SHAPEM) a accepté de fournir des locaux pour la future clinique.

Hier matin, les locaux de l'organisme Parole d'excluEs rue Lapierre, à Montréal-Nord, étaient fort occupés. Les citoyens du quartier étaient invités à se présenter à la clinique d'un jour tenue par des infirmières, qui se voulait un avant-goût des services qui pourraient leur être offerts dès le printemps.

«On veut cette clinique. Les gens souhaitent un endroit près de chez eux où ils ne seront pas jugés, pas entrés dans un moule. Il y a moyen de faire autrement dans le réseau», affirme Mme Laurent.

Plusieurs questions restent toutefois à régler avant l'ouverture officielle de la clinique, dont celle du financement. L'an dernier, la clinique d'infirmières SABSA, qui suit près de 1700 patients dans le quartier Saint-Roch, à Québec, a dû travailler d'arrache-pied afin

© 2017 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170204·LA·0008

d'obtenir du financement du gouvernement. Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, qui avait d'abord critiqué ce «réseau parallèle», a finalement signé une entente pour couvrir le tiers des frais de fonctionnement de la clinique et payer le salaire d'une infirmière praticienne spécialisée, d'une travailleuse sociale ainsi que des fournitures médicales.

EUREKA
UNE SOLUTION DE CISION
Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.

LE DEVOIR.com

Nom de la source
Le Devoir (site web)
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Samedi 4 février 2017

Le Devoir (site web) • 131 mots

La clinique SABSA fait des petits à Montréal

Amélie Daoust-Boisvert

Rue Lapierre dans Montréal-Nord, les immeubles multilogements en brique beige s'alignent, et derrière les fenêtres identiques, bien trop de personnes âgées, de nouveaux arrivants ou de jeunes se sentent perdus dans le système de santé. Bientôt, un de ces appartements se transformera en clinique de proximité, avec des infirmières, des travailleurs sociaux, et pourquoi pas, même des médecins à l'occasion.

Vendredi, pour concrétiser le projet, l'organisme communautaire Parole d'excluEs avait invité et prêté le logement libre face à son local à des professionnelles de la santé pour qu'elles voient des patients. La vraie clinique, qui doit ouvrir au printemps, se trouvera dans un appartement de l'immeuble voisin, qui doit encore être peint et équipé pour l'aventure.

Cet article est paru dans Le Devoir (site web)

http://www.ledevoir.com/societe/sante/490869/la-clinique-sabsa-fait-des-petits-dans-montreal-nord

© 2017 Le Devoir (site web). Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170204·LEW·490869

Nom de la source
La Presse (site web) - La Presse
Type de source
Presse • Presse Web
Périodicité
En continu
Couverture géographique
Provinciale
Provenance
Montréal, Québec, Canada

Vendredi 3 février 2017

La Presse (site web) - La Presse • 558 mots

Plaidoyer pour une clinique de proximité à Montréal-Nord

Ariane Lacoursière

À l'image de la clinique SABSA de Québec, une clinique de proximité opérée par des infirmières espère voir le jour d'ici le printemps à Montréal-Nord. La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) souhaite que les différents gouvernements considèrent sérieusement le projet afin d'éviter d'avoir une fois de plus à « quêter » du financement.

« On apprenait hier dans les médias qu'un contrat de 34 millions de dollars a été accordé pour permettre à des médecins de devenir millionnaires. Et nous, on doit encore se battre pour que de petites structures, infiniment moins chères, voient le jour. J'espère que les élus vont avoir honte qu'on soit obligé de quêter », a déclaré la présidente de la FIQ, ce matin, à Montréal-Nord.

Un projet en demande

Dès 2015, des organismes communautaires de Montréal-Nord ont consulté la population et constaté que plusieurs citoyens déploraient le manque d'accès aux services de santé dans le quartier. Pour la population, dont plusieurs nouveaux arrivants, il était trop facile de s'y perdre.

«Les services sont souvent loin de leur domicile. Pour des gens à faible revenu, payer 3,50$ pour se rendre à la clinique. Devoir revenir à la maison, car la clinque est pleine et devoir y retourner le lendemain, c'est un frein à l'accès », note Cybel Richer-Boivin, porte-parole de Parole d'excluEs.

L'idée de créer une clinique de proximité a donc vu le jour. L'arrondissement de Montréal-Nord a déjà accordé du financement au projet. Et la Société d'habitation populaire de l'est de Montréal (SHAPEM) a accepté de fournir des locaux pour la future clinique.

Hier matin, les locaux de l'organisme Parole d'excluEs rue Lapierre à Montréal-Nord étaient fort occupés. Les citoyens du quartier étaient invités à se présenter à la clinique d'un jour tenue par des infirmières, qui se voulait un avant-goût des services qui pourraient leur être offerts dès le printemps.

«On veut cette clinique. Les gens souhaitent un endroit près de chez eux, où ils ne seront pas jugés, pas entrés dans un moule. Il y a moyen de faire autrement dans le réseau », affirme Mme Laurent.

Question d'argent

Plusieurs questions restent toutefois à régler avant l'ouverture officielle de la clinique, dont celle du financement. Pour Mme Laurent, il est inacceptable que des projets comme celui-ci en soient toujours « à quêter ».

Présente pour l'annonce, la mairesse de

© 2017 La Presse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

Publi-C Certificat émis le **29 juin 2022** à **H+K-Stratégies (10 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news·20170203·CY·5065991

Montréal-Nord, Christine Black, a assuré son appui au projet. Tout comme le documentariste et co-fondateur de Montréal-Nord Républik, Will Prosper, qui est heureux que ce projet de clinique «s'attarde aux vrais problèmes de la communauté» et permette de « ramener la confiance au système ». « Les investissements doivent suivre », dit-il.

L'an dernier, la clinique d'infirmières SABSA qui suit près de 1700 patients dans le quartier St-Roch à Québec a dû se battre d'arrache-pied afin d'obtenir du financement du gouvernement.

Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, qui avait d'abord critiqué ce «réseau parallèle », a finalement signé une entente pour couvrir le tiers des frais de fonctionnement de la clinique ainsi que pour payer le salaire d'une infirmière praticienne spécialisée, d'une travailleuse sociale et des fournitures médicales.

Au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Nord-de-l'Île-de-Montréal, on explique qu'aucune demande officielle de financement n'a été reçue jusqu'à maintenant pour la clinique de proximité. Mais des discussions sont en cours et le CIUSSS assure être «en mode collaboration».

Cet article est paru dans La Presse (site web) - La Presse

http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201702/03/01-5065991-plaidoyer-pour-une-clinique-de-proximite-a-montreal-nord.php

Cette revue de presse et les documents qui la composent sont réservés à l'usage exclusif des destinataires désignés par H+K-Stratégies et ne peuvent faire l'objet d'aucune autre utilisation ou diffusion auprès de tiers. • Tous droits réservés • Service fourni par CEDROM-SNi Inc.